

**FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS
FOYERS-ÉCOLES INC.**



UN MÉMOIRE
SOUMIS À LA
COMMISSION PARLEMENTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
SUR LE PROJET DE
LOI 103
LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

3285 Cavendish Blvd. Suite 560,
Montréal, Que
H4B 2L9

Tel: 514-481-5619
Courriel: info@gfhsa.org

août 2010

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI 103

LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE: RÉSUMÉ

DEUXIÈME PARTIE: UN MÉMOIRE

NOTRE ORGANISME	1
AVANT- PROPOS	3
1. LES DROITS PARENTAUX EN ÉDUCATION : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE	4
DROITS HISTORIQUES DE LA POPULATION MAJORITAIRE/MINORITAIRE	4
Avant la Confédération/ Au moment de la Confédération	4
Les années 60 : changements et réformes	5
1974 – À PARTIR DE LA LOI 22 : L'ÉROSION DES DROITS PARENTAUX DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE	6
2. PROJET DE LOI 103 – LES EMPÊCHEMENTS PROCÉDURAUX L'EMPORTENT SUR LES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES	8
LE RESPECT DU JUGEMENT CONSTITUTIONNEL RELATIF À LA LOI 104	8
LES AMENDEMENTS ET NOUVELLES RÈGLES CONCERNANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (LOI 101).....	9
CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE (QUÉBEC).....	11
3. PROTECTION ET PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE	12
CHANGEMENT SOCIOLOGIQUE : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE.....	12
LA FQAFÉ ET LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE	13
4. L'AVENIR DU SYSTÈME ÉDUCATIF DE LANGUE ANGLAISE AU QUÉBEC	16
ATTESTATION DU DÉCLIN D'INSCRIPTIONS DANS LES ÉCOLES DE LANGUE ANGLAISE	16
1990 – AUJOURD'HUI	17
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	21

TROISIÈME PARTIE: ANNEXES ET BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES, INC.

Mémoire sur le projet de loi 103 – SOMMAIRE

Août 2010

La Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. (FQAFÉ) accueille le privilège de soumettre ce mémoire à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur le projet de loi 103.

La FQAFÉ est un organisme bénévole indépendant, incorporé et à but non lucratif, avec pour mission d'améliorer l'éducation et le bien-être à tous points de vue des enfants et des adolescents. Elle encourage les parents, les élèves, le personnel enseignant et l'ensemble de la collectivité à promouvoir l'apprentissage, en se faisant le porte-parole des parents.

La FQAFÉ est d'avis que tous les parents du Québec, quels que soient leurs citoyenneté et statut linguistique, sont libres de choisir la langue d'enseignement qui convient le mieux à leurs enfants. En aucun cas, l'éducation d'un enfant doit-elle être retardée à cause d'une décision bureaucratique sur l'admissibilité à une école de langue anglaise.

Ce mémoire part du principe énoncé à l'article 26(3) de la *Déclaration universelle des droits humains* de 1948:

Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants [« par priorité » on entend priorité sur l'État].

Le présent mémoire exposera la position de la Fédération sur le projet de loi 103 sous les rubriques suivantes :

1. Les droits parentaux en éducation : une perspective historique
2. Le projet de loi 103 - les empêchements procéduraux l'emportent sur les principes démocratiques
3. La protection et la promotion de la langue française
4. L'avenir du système éducatif de langue anglaise au Québec
5. Conclusions et recommandations

Les droits parentaux au Québec ont un précédent historique et juridique qui remonte à plus de 200 ans. La Fédération s'inquiète profondément de la viabilité future du système éducatif anglophone.

Nous croyons fermement que le projet de loi 103 devrait être retiré parce qu'il impose des contraintes sévères sur le droit des parents de choisir la langue de préférence pour l'éducation de leurs enfants. Qui plus est, il ne respecte ni l'intention ni l'ordonnance de la Cour suprême du Canada sur la loi 104.

Nous sommes d'avis que le Québec est, et demeurera, le principal centre de culture francophone au Canada et en Amérique du Nord. Le présent mémoire démontrera les démarches entreprises par la FQAFÉ pour appuyer et promouvoir la langue et la culture françaises au Québec bien avant les lois linguistiques restrictives des derniers 35 ans.

La FQAFÉ demande respectueusement au gouvernement du Québec de sérieusement tenir compte des inquiétudes de tous les parents québécois dont il est question dans ce mémoire.

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI 103

AOÛT 2010

La Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. accueille le privilège de soumettre ce mémoire à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur le projet de loi 103, loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives.

NOTRE ORGANISME

C'est en mai 1944 que la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. (la « FQAFÉ ») voit officiellement le jour, et en août 1959 qu'elle est constituée par lettres patentes conformément à la Loi sur les compagnies du Québec.

La Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. est un organisme bénévole indépendant, incorporé et à but non lucratif, avec pour mission d'améliorer l'éducation et le bien-être à tous points de vue des enfants et des adolescents. La Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. encourage la participation des parents, des élèves, du personnel enseignant et de l'ensemble de la collectivité à promouvoir l'apprentissage, en se faisant porte-parole des parents (Voir l'Annexe 1 – Statuts et énoncé de mission.)

Nous sommes une fédération des associations régionales foyers-écoles ayant un seul et même but : permettre aux élèves de vivre une expérience éducative dans un environnement chaleureux et enrichissant. Les membres de ces associations sont issus de tous les milieux sociaux : parents qui travaillent ou à domicile, grands-parents, professionnels de l'éducation et tout autre membre ordinaire de la société, qui ont à cœur le maintien d'un haut niveau d'éducation dans cette province. Les écoles que leurs enfants fréquentent sont réparties à l'étendue de la province : l'ouest québécois, l'Estrie, la Côte-Nord, la Gaspésie et le Grand Montréal. Elles représentent la diversité culturelle au sein de la minorité anglophone du système éducatif : anglophones, allophones et francophones. Les membres paient une modeste cotisation à la FQAFÉ par le biais de leur association régionale. Peut aussi être membre toute personne sans aucun lien à l'éducation. Nous représentons 75 collectivités scolaires et œuvrons, entre autres, avec les centres d'apprentissage et les organismes communautaires et toute autre association ayant les mêmes buts et objectifs.

La FQAFÉ est membre agréé de la Fédération canadienne des associations foyers-écoles (FCAFÉ).

Les origines de la FQAFÉ remontent loin dans l'histoire du système éducatif québécois. Liée historiquement à l'ancien système éducatif protestant (tant anglophone que francophone), elle n'a jamais cessé de tisser des liens au sein du système linguistique. Depuis longtemps, des partenariats avec les commissions scolaires, les associations d'enseignantes et d'enseignants et les associations de cadres scolaires, les organismes communautaires et autres associations de

parents, se sont imposés pour aborder les questions communes touchant les collectivités de langue minoritaire dans son ensemble.

Depuis plus de 65 ans, nos mémoires, exposés de principe et résolutions aux diverses agences et instances gouvernementales, tant au provincial qu'au fédéral, ont fait état de nos efforts constants à faire valoir nos croyances et nos valeurs, en plus de démontrer toute absence d'affiliation politique.

À l'assemblée générale annuelle de la FQAFÉ du 24 avril 2010, nos délégués ont entériné à l'unanimité la résolution ci-après sur la loi 104 :

Que la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc., une fois de plus, recommande vivement au gouvernement du Québec de respecter la décision unanime de 2009 de la Cour suprême du Canada de considérer la loi 104 comme étant inconstitutionnelle, et de ne plus prendre aucun autre ordre législatif et/ou autres actions ayant pour but de réduire l'accès à l'éducation en anglais. (Voir l'Annexe 2 pour le texte intégral - Résolution 2010/1 de la FQAFÉ.)

Le présent mémoire et ses recommandations découlent de ce mandat.

AVANT-PROPOS

La FQAFÉ s'oppose avec véhémence à la sanction du projet de loi 103, loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives (ci-après « le projet de loi 103 ».)

L'article 26(3) de la *Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies* de 1948 stipule que :

Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants [« par priorité » l'on entend priorité sur l'État].

Nous sommes d'avis que le projet de loi 103 va à l'encontre de ce principe, tout comme toute autre loi restrictive sanctionnée au Québec depuis 1974 (22, 101 et 104).

La FQAFÉ est d'avis que tous les parents du Québec, quels que soient leurs citoyenneté et statut linguistique, sont libres de choisir la langue d'enseignement qui convient le mieux à leurs enfants. En aucun cas, l'éducation d'un enfant doit-elle être retardée à cause d'une décision bureaucratique sur l'admissibilité à avoir accès à une école de langue anglaise.

Soyons aussi très clairs en affirmant que la FQAFÉ et ses membres, à l'étendue de la province, comprennent très bien le désir inné de la majorité francophone du Québec de faire de cette province un centre de culture francophone qui soit fort, bien ancré et très ouvert. **Québec est, et demeurera, le principal centre de culture francophone au Canada et en Amérique du Nord.**

La FQAFÉ estime que, dans le contexte actuel, la langue et la culture francophones sont fortes et bien ancrées. Il n'y a donc pas lieu d'implanter d'autres lois linguistiques restrictives contre les collectivités minoritaires anglophones.

Le mémoire de la FQAFÉ abordera, entre autres, les sujets suivants :

- 1. Les droits parentaux en éducation : une perspective historique**
- 2. Le projet de loi 103 - les empêchements procéduraux l'emportent sur les principes démocratiques**
- 3. La protection et la promotion de la langue française**
- 4. L'avenir du système éducatif de langue anglaise au Québec**
- 5. Conclusions et recommandations**

1. LES DROITS PARENTAUX EN ÉDUCATION : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Droits historiques de la population majoritaire/minoritaire

- **Avant la Confédération**

Le droit à une éducation pour les citoyens et citoyennes, tant francophones qu'anglophones, d'un point de vue constitutionnel, était prévu avant la Confédération.

Avant 1867, l'Ontario et le Québec formaient depuis quelques années une seule province : la province du Canada. Durant les pourparlers en vue d'une confédération, les populations francophone et anglophone, de ce qui allait devenir le Québec, s'inquiétaient du sort des droits minoritaires sous un régime majoritaire. Mais la Confédération a prévu, de façon astucieuse, l'acceptation du pluralisme soulevé par ces inquiétudes. La nation canadienne serait donc une **double dualité** : avec une population francophone (Québec) minoritaire au Canada et majoritaire au Bas-Canada (Québec) et une population anglophone majoritaire au Canada et minoritaire au Bas-Canada (Québec).

L'unité serait atteinte par la reconnaissance de cette dualité, une caractéristique qui serait préservée avec une division des pouvoirs qui accepterait le principe d'« autogestion de la minorité », surtout en matière d'affaires communautaires et éducatives. Les deux plus célèbres stratégies de ce compromis sont Alexander T. Galt (anglophone protestant) et Georges-Étienne Cartier (francophone catholique). Ce que ces deux porte-parole négociaient, à l'époque de la Confédération, n'étaient pas des privilèges **mais la préservation des droits à la naissance**.

- **Au moment de la Confédération**

Ce principe de double dualité est devenu, avec le temps, le compromis fondamental de la Confédération. La création même du Canada reposait **sur l'acceptation de ce principe démocratique**.

Les articles 93(1) à 93(4) de *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique* (1867) (« l'Acte ANB ») prévoyait un système scolaire confessionnel au Québec pour donner à la majorité (francophone) et à la minorité (anglophone) des pouvoirs d'autogestion. Tous les droits et privilèges, accumulés **dans les lois** avant la Confédération en matière d'éducation, étaient prévus dans les *Lois du Bas-Canada* (1861) et font partie intégrante de la section 93 de l'Act ANB. **L'autogestion signifiait que la liberté de choix était préservée en matière de programme d'études, langue d'apprentissage et conscience religieuse**. Les pères de la Confédération ont conçu une notion de pays fondée sur les diversités culturelle, religieuse et linguistique plutôt que sur l'homogénéité. Ce même principe de division des pouvoirs, qui fait partie intégrante de la section 133 de l'Act ANB, a fait du français et de l'anglais, deux langues au même titre à l'assemblée législative ainsi que devant les tribunaux.

En dépit d'un stress et d'une adaptation sporadiques, la notion de confédération a permis de maintenir un certain équilibre entre les doubles majorités/minorités pendant un siècle. Durant

cette période, la société québécoise, rurale et étroite d'esprit au tout début, est devenue une société au seuil de la modernité.¹

- **Les années 60 : changements et réformes**

Durant les années 60, le Québec a subi de rapides changements et réformes. La soi-disant révolution tranquille a donné place à une forme de nationalisme populaire qui a ramené le Québec dans le monde moderne nord-américain. Nombreux sont ceux et celles qui ont reconnu le besoin d'une intervention directe de l'État dans les sphères économique, sociale et culturelle; et l'éducation était perçue comme l'un des moyens de bâtir une nouvelle et meilleure société. Le programme politique du Parti Libéral, au pouvoir à l'époque, prévoyait des moyens de trouver les assises d'un système public d'éducation qui serait sous la surveillance et le contrôle de l'État, tout en respectant les réalités religieuse et linguistique et la Constitution.

En 1962, le gouvernement a mis sur pied *la Commission Parent* (1962-1966) avec pour mandat d'évaluer et de recommander des réformes qui serviraient de base à un système éducatif moderne. Les mots d'ordre étaient alors : démocratisation, accessibilité et égalité des chances. La FQAFÉ y a pris part très activement, tel que décrit plus loin dans ce mémoire.

Un changement majeur proposait la mise sur pied d'un ministère de l'Éducation – ce que la FQAFÉ appuyait – qui, avec le temps, deviendrait une force centralisatrice et normalisatrice. La gestion des écoles, des commissions scolaires, des comités confessionnels, des programmes d'études, des finances, etc., a fait l'objet d'une étude approfondie en vue d'une réorganisation. **Le principe d'« autogestion de la minorité » est disparu face à une bureaucratie gouvernementale.**

De 1960 à 1974, le choix des parents en éducation devient de plus en plus un enjeu politique. Diverses commissions d'enquête sur l'éducation (*Parent, Pagé et Gendron*) recommandent le respect du choix des parents, mais l'idéologie nationaliste a eu gain de cause. Une nouvelle image dérangeante du Québec fait surface.

Au même moment, dans le reste du Canada, la population francophone minoritaire comptait sur ses gouvernements provinciaux et fédéral pour l'établissement de ses droits constitutionnels. En 1963, le gouvernement fédéral met sur pied une *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. En 1969, la *Loi sur les langues officielles* accorde un statut égal au français et à l'anglais à l'étendue du pays. La FQAFÉ a fortement appuyé la reconnaissance de ce statut égal.

¹ FQAFÉ-Whither the Protestant School System in Quebec? 1989 Rédaction et recherche de Harry Kuntz, secrétaire du comité éducatif protestant du Conseil supérieur de l'éducation et Calvin C. Potter, Ph.D., professeur – section finances – de l'Université Concordia et président du comité des droits de la FQAFÉ

1974 – À partir de la Loi 22 : l'érosion des droits parentaux de la population québécoise

- **La Loi 22 – La Loi sur la langue officielle**

La liberté de choix parental a pris fin en 1974 lorsque le Parti Libéral a sanctionné la loi 22, faisant par le fait même du français, la seule langue officielle d'enseignement au Québec. Il a imposé un test linguistique d'admissibilité aux écoles anglophones. Ce test supprimait, en fait, à tout parent francophone qui le souhaitait, le droit d'envoyer ses enfants à une école anglophone pendant quelques années pour y apprendre l'anglais. Il supprimait également aux parents allophones qui le souhaitaient le droit d'obtenir un enseignement en anglais pour leurs enfants.

Dans son *Énoncé de position à la Commission parlementaire*, la FQAFÉ a fortement contesté cette violation de la liberté de choix parental.

- **1977 – La Loi 101 – La Charte de la langue française**

Dans son *Mémoire sur la loi 1* (loi 101 par la suite), la FQAFÉ énonce ce qui suit :

Nous sommes d'avis que la loi 1 fera passer le Québec d'une société ouverte à une société fermée, une société dans laquelle les libertés civiles de ses citoyens et citoyennes, SANS EXCEPTION, seront sacrifiées au nom d'un besoin collectif; une société où les droits de la personne sont usurpés et supprimés dans le but d'atteindre un soi-disant objectif de primatie de la langue et de la culture françaises, par quelque moyen que ce soit. (Mémoire sur la loi 1, 1977, p. 18)

Les conséquences de la loi 101 ont fondamentalement modifié l'édifice social du Québec sous le masque d'une « loi linguistique ». Il s'agit d'une loi qui diminue plutôt que d'accroître les droits de la population québécoise, en particulier les membres des collectivités de langue historiquement minoritaire. La baisse soutenue des inscriptions dans les écoles anglophones depuis 1977 a été catastrophique, ce dont nous reparlerons dans le quatrième volet de ce mémoire.

- **1982 – La Loi constitutionnelle - La Charte des droits et libertés – article 23**

La nouvelle Constitution, l'on espérait, allait alléger certaines contraintes de la loi 101. L'article 23 de la nouvelle Constitution a délibérément été modelé sur l'article 73 de la loi 101. Tout comme l'article 73, l'article 23 prévoyait des catégories d'élèves admissibles à un enseignement dans la langue officielle minoritaire (anglophone au Québec, francophone dans le reste du Canada).

Pour le Québec, l'article 23(1)(a) – la clause sur la langue maternelle – a été remplacée par l'article 59. Cela signifie que les parents anglophones, qui arrivent au Québec de partout dans le monde, n'ont pas les mêmes droits que les parents francophones vivant ailleurs au Canada qui,

eux, peuvent choisir entre l'anglais et le français pour l'éducation de leurs enfants. (Voir l'Annexe 3 – Résolution 2008/1 de la FQAFÉ.)

Nous appuyons le droit fondamental de la personne selon lequel un enfant devrait faire son apprentissage dans sa langue maternelle. Ce droit de la personne est reconnu mondialement. L'exemple sans doute le plus probant est celui de la Suisse où les langues nationales sont toutes protégées et respectées dans la constitution et où chacune jouit d'une autonomie à grande portée.

- **1997 – La Loi constitutionnelle de 1982 – retrait des article 93(1) à 93(4)**

À la demande du Parti Québécois, au pouvoir à l'époque, une entente bilatérale avec le gouvernement du Canada a permis le retrait des articles 93(1) à 93(4) de la loi constitutionnelle de 1982. Le démantèlement du système éducatif confessionnel, avec les droits inhérents des minorités anglophone et francophone, a donné lieu au système linguistique actuel. Ce système ne prévoit aucune garantie pour la minorité, sauf ce qui est prévu dans la Charte de la langue française. (Voir l'Annexe 4 – Résolution 1997/2 de la FQAFÉ.)

- **2002 – Loi 104 – Amendement à la Charte de la langue française**

De 1977 à 2002, certains parents exercent leur droit constitutionnel d'inscrire leur enfant à un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions pour une année dans le but d'obtenir un certificat d'admissibilité à une école publique anglophone.

La loi 104 supprime ce droit. Vingt-six familles, au prix d'un stress personnel et financier énorme, intentent une action en justice pour affirmer la « liberté de choix » pour leurs enfants et tout autre enfant à venir. Le 22 octobre 2009, la Cour suprême du Canada statue que la loi 104 est inconstitutionnelle et enjoint le Québec à mettre en vigueur, à l'intérieur d'un an, une nouvelle loi dans laquelle les droits constitutionnels de la minorité linguistique seront respectés.

Ironiquement, le projet de loi 103, qui fait l'objet de ce mémoire, prévoit un cheminement beaucoup plus ardu pour obtenir l'admissibilité à une éducation en anglais.

Nous sommes d'avis que l'on ne devrait jamais permettre à ce projet de loi de devenir un autre obstacle à la liberté des parents de choisir le genre d'éducation qui convient le mieux à leurs enfants.

2. PROJET DE LOI 103 – LES EMPÊCHEMENTS PROCÉDURAUX L'EMPORTENT SUR LES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

Nous sommes d'avis que, dans une société démocratique, l'on devrait toujours chercher à accroître les droits et non pas à les réduire.

Le projet de loi 103 n'est qu'une suite logique à la philosophie et à la croyance des gouvernements québécois, qui se sont succédés depuis 1974; que le droit des parents de choisir la langue d'enseignement de leur enfant doit être limité pour protéger la langue française. Cette limite a eu, toutefois, un impact considérable sur la pérennité du système d'enseignement en anglais.

Il est important de noter que le projet de loi 103 a été mis de l'avant par la ministre de la Culture et des Communications, chargée de l'application de la Charte de la langue française (loi 101), et non pas par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de qui relève le système éducatif. Il nous apparaît donc clair que le but premier du projet de loi 103 est le limiter le droit de fréquenter les écoles publiques anglophones.

EMPÊCHEMENTS PROCÉDURAUX

Nota – Tous les numéros d'article ci-dessous se rapportent aux amendements (projet de loi 103) qui s'appliquent à la loi 101. Tous les mots en caractères gras sont des mises en relief.

Nous estimons que le gouvernement a conçu le projet de loi 103 dans le but suivant :

Le respect du jugement constitutionnel relatif à la loi 104

La Cour suprême du Canada, en octobre 2009, a ordonné au gouvernement du Québec de reformuler la loi 104 parce qu'elle la considérait comme étant inconstitutionnelle, ce qui a mené au projet de loi 103.

À l'heure actuelle, un enfant doit fréquenter, **pendant trois ans**, l'un des neuf établissements d'enseignement privés anglophones non agréés aux fins de subventions, pour être considéré pour l'obtention d'un certificat d'admissibilité. Le motif invoqué par le gouvernement, pour défendre le projet de loi 103, a toujours été que la loi 104 était nécessaire pour éviter que des personnes **n'achètent** un droit. Si cela a déjà été le cas, la nouvelle loi ne fait qu'augmenter les enchères. Les frais d'inscription à tous ces établissements sont, sans exception, très coûteux, pouvant atteindre 15 000 \$ par année.

Cette nouvelle disposition transforme ce droit parental traditionnel en privilège dont seul un petit nombre de familles peut bénéficier. La Charte canadienne des droits et libertés reconnaît les droits – non les privilèges.

Il est donc impossible qu'une personne puisse trouver un établissement moins coûteux que l'un des neuf identifiés par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Le projet de loi 103 prévoit également :

Nul ne peut mettre en place ou exploiter un établissement d'enseignement privé (...) dans le but d'éluder l'application de l'article 72 ou d'autres dispositions du présent chapitre régissant l'admissibilité à recevoir un enseignement en anglais.

78.2 Est notamment interdite en vertu du présent article l'exploitation d'un établissement d'enseignement privé principalement destiné à rendre admissibles à l'enseignement en anglais des enfants qui ne pourraient autrement être admis dans une école d'une commission scolaire anglophone ou un établissement d'enseignement privé anglophone agréé aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé. (Article 5)

Les amendements et nouvelles règles concernant la Charte de la langue française (loi 101)

La période prescrite de trois ans pour l'admissibilité n'est que le début du processus pour empêcher la possibilité d'un élève de s'inscrire à une école publique de langue anglaise.

- **Un cadre gouvernemental : soumettre une demande**

73.1 Le gouvernement peut déterminer par règlement le cadre d'analyse suivant lequel une personne désignée en vertu de l'article 75 doit effectuer l'appréciation de la majeure partie de l'enseignement reçu qui est invoqué à l'appui d'une demande d'admissibilité fondée sur l'article 73. Ce cadre d'analyse peut notamment établir des règles, des critères d'appréciation, une pondération, un seuil éliminatoire ou un seuil de passage et des principes interprétatifs. (Article 2)

Même pour la demande, des règles indéterminées de procédure s'appliquent.

80. Le gouvernement peut déterminer par règlement la procédure à suivre pour présenter une demande d'admissibilité en vertu de l'article 73 ou de l'article 86.1. Cette dernière prévoit : le rôle de l'organisme scolaire; les frais (...) pour la constitution du dossier; le délai dans lequel doit être présentée une demande et les renseignements et les documents qui doivent accompagner une demande. (Article 6)

Il ne faut pas non plus oublier les documents et l'information supplémentaires qui pourraient également être exigés.

75. En plus de ceux requis par règlement (...) peut exiger (...) dans le délai fixé, tout document et tout renseignement pertinents à la vérification d'une demande... (Article 4)

Tout porte à croire que le ou la candidate, après lecture des exigences pour l'obtention d'un certificat d'admissibilité, sera complètement découragée au point de s'abstenir de soumettre une demande.

Qui plus est,

75. Elle (personne désignée par le gouvernement) peut aussi exiger que le document ou le renseignement soit accompagné d'une déclaration assermentée attestant leur véracité. (Article 4)

- **Antécédents familiaux**

Le projet de règlement permet également aux fonctionnaires d'aller chercher encore plus loin dans les antécédents familiaux pour connaître : tout autre lieu de résidence, la langue d'apprentissage des parents et les écoles que les frères et sœurs ont fréquentées.

Les extraits qui suivent proviennent du projet de Règlement sur les critères et la pondération à utiliser pour considérer l'enseignement en anglais :

*5.(2) Engagement réel et ferme : Le **contexte familial** est pris en considération, de même que **d'autres éléments de l'environnement de l'enfant** qui peuvent jeter de la lumière sur la **véracité de l'engagement à une éducation en langue anglaise...***

*2.2 Engagement continu, changements ou incohérences **dans la fréquentation des frères et sœurs d'un établissement d'enseignement.** (Annexe 3)*

*2.3 Engagement continu et ferme **quant à la mobilité des parents.** (Annexe 3)*

*5.(3) Situation précise et éducation générale : **autres éléments contextuels connexes ou distincts** qui pourraient jeter de la lumière (...) tels que : **la raison du choix ou du changement d'établissement d'enseignement, quand ce choix ou ce changement a eu lieu durant l'apprentissage de l'enfant, l'enseignement reçu dans une langue autre que l'anglais par les parents** de l'enfant en cause.*

- **Dernière évaluation d'admissibilité**

*73.1 (2^e paragraphe) Le **règlement** peut **préciser dans quels cas ou à quelles conditions un enfant est présumé ou réputé satisfaire à l'exigence** d'avoir reçu la majeure partie de son enseignement en anglais au sens de l'article 73. (projet de loi 103, Article 2)*

Cette évaluation repose, dans une certaine mesure, sur une entrevue où le ou la candidate peut gagner ou perdre un certain nombre de points qui sont calculés et consignés par les

fonctionnaires. Un total de 15 points est requis et pourrait être atteint en entier après **trois ans** dans un établissement d'enseignement privé de langue anglaise non agréé aux fins de subventions. Par contre, il se peut que des points soient perdus si l'on tient compte d'autres facteurs dans le cheminement éducatif de l'enfant. Selon nous, ce processus pourrait devenir très subjectif.

- **Date butoir**

Tout le processus pour l'obtention du certificat d'admissibilité peut se révéler futile si le processus de demande d'admissibilité n'est pas complété avant que l'enfant ne termine son secondaire. Le projet de loi 103 ne prévoit, à aucun moment, une date butoir sur la décision d'admissibilité aux écoles de langues anglaises. **Un délai de justice est un déni de justice.**

Charte des droits et libertés de la personne (Québec)

Diverses modifications au projet de loi 103 s'appliqueront à cette Charte. En outre, elles excluront toute reconnaissance officielle de l'anglais comme langue minoritaire. Notamment :

50.2 Les droits et libertés énoncés dans la présente Charte sont interprétés en tenant compte du fait que le français est la langue officielle du Québec et de l'importance d'en assurer la pérennité. (Article 21)

Nous sommes fortement d'avis que le projet de loi 103 ne respecte ni l'intention ni l'esprit de l'ordonnance de la cour, en ce sens qu'il ne constitue pas une atteinte minimale des droits constitutionnels des parents du Québec. Il omet de satisfaire aux aspects moraux et juridiques, tel que prescrit dans la décision de la Cour suprême du Canada sur la loi 104.

3. PROTECTION ET PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

La raison sous-entendue de ce projet de loi est que le bien-être de la langue française est en péril. La FQAFÉ estime, pour sa part, que le statut abstrait d'une langue ne peut pas, ni ne devrait, être évaluée aux dépens du bien-être éducatif des enfants.

Changement sociologique : une perspective historique

- **Les premières années : l'isolement culturel**

Avant la « révolution tranquille », le Québec avait instauré une hiérarchie religieuse forte qui contrôlait un système éducatif (privé) classique étroit et un système éducatif public confessionnel faible. Il y régnait une certaine réticence à s'associer au monde extérieur pour tenter de préserver les valeurs culturelles si chères à cette société. L'accroissement démographique n'était pas un problème, le taux de natalité étant élevé.

- **L'école commune : une ouverture sur la diversité culturelle**

Le principe de l'école commune, telle que prévu dans l'Acte ANB signifiait que la première école dans un district était une école commune à tous les enfants qui voulaient la fréquenter. Dans les districts francophones et catholiques, les écoles, en fait, étaient francophones et catholiques. Dans les districts anglophones et protestants, les écoles étaient anglophones et protestantes. **Ces écoles étaient, néanmoins, légalement communes, c'est-à-dire accessibles aux enfants de toutes les religions.** Dans les districts mixtes, l'école de la majorité, en tant que première école, était une école commune. La minorité religieuse de ce district avait le droit de faire valoir sa dissidence et de mettre sur pied une école confessionnelle, que seuls les enfants catholiques ou protestants pouvaient fréquenter. Ces écoles étaient assujetties aux mêmes conditions que les écoles communes.

Pour les villes de Montréal et de Québec, l'organisation du système scolaire était différente. Chaque ville était dotée de deux commissions scolaires confessionnelles, chacune classée comme étant commune. Ces écoles pouvaient donc accepter des élèves de religion différente qui, sinon, auraient été laissés pour compte.

Il y régnait une liberté de choix en matière de programmes d'études, de langue d'enseignement et de conscience religieuse. Les écoles catholiques francophones n'accueillaient généralement pas les élèves non catholiques. Au sein du système éducatif, l'église et les associations d'enseignantes et d'enseignants s'opposaient à une politique ouverte d'accommodement, surtout face à l'arrivée massive de nouveaux immigrants non catholiques qui exerçaient leur droit parental. Les personnes qui venaient d'immigrer cherchaient surtout une école près de leur domicile, peu importe qu'elle soit catholique ou protestante. La

protection contre la diversité religieuse a aussi mis un frein à la diversité culturelle dans ces écoles jusqu'à une période avancée du 20^e siècle.²

- **Changement social dramatique**

Durant les années 50 et 60, les nouvelles technologies ont eu un impact dramatique sur la société québécoise francophone, alors plutôt fermée. La télévision, à elle seule, a ouvert une fenêtre sur un monde élargi auquel la plupart des québécois et québécoises n'avaient pas eu accès, surtout en milieu rural.

Un autre changement dramatique s'est manifesté avec de nouveaux choix de contraception au début des années 60. Le taux de natalité est passé radicalement du plus élevé dans le monde occidental au moins élevé. Les effectifs scolaires ont commencé à accuser une baisse dramatique.

À partir des années 70, les gouvernements successifs se sont concentrés sur la protection de la langue française, en en faisant le principal enjeu de leur plateforme politique. En tant que minorité en Amérique du Nord, les partis politiques ont invoqué le besoin de prendre des mesures **restrictives** pour assurer sa survie. Au lieu d'opter pour un **élargissement** des droits de tous ses citoyens et citoyennes sur le choix parental en éducation, la province a plutôt choisi de restreindre ce choix par le biais de la Charte de la langue française (loi 101). Accueillir les nouvelles familles immigrantes dans une école catholique francophone n'aurait pas dû nécessiter une nouvelle loi. Le droit des parents de choisir était déjà prévu dans l'*Acte ANB*.

La FQAFÉ et la promotion de la langue française

En 1962, la FQAFÉ a eu le privilège de soumettre un mémoire volumineux de 45 000 mots à la *Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent)*, l'aboutissement de deux années de recherche approfondie de la Fédération et de ses associations régionales, représentant 27 000 familles. Elles ont été aidées par un groupe considérable d'éducateurs et d'éducatrices chevronnés. Le but du mémoire était de se concentrer sur le besoin de remettre en état le système éducatif.

Dix-sept rapports contenaient 176 recommandations. La Commission a félicité la Fédération pour son mémoire, d'une cohérence et d'une intuition hors du commun.

La principale préoccupation qui en est ressortie était le besoin de longue date pour un enseignement de qualité de la langue française dans nos écoles anglophones.

Compte tenu du fait que le français est la langue de la majorité de la population dans cette province, une amélioration de son enseignement s'impose. (Mémoire de 1962, p. 20)

² QFHS – *Whither the Protestant School System in Quebec?* 1989

*Un meilleur enseignement du français suscitera **chez les élèves anglophones** un intérêt et **une meilleure appréciation de la culture francophone**. (Mémoire de 1962, p. 21)*

*Nous recommandons vivement l'enseignement du français **dès la maternelle** avec **plus d'accent sur la conversation en français** sur l'étendue du programme d'études. Nous souhaitons également ardemment que les commissions scolaires protestantes songent à embaucher des enseignantes et enseignants catholiques francophones **pour que nos enfants puissent profiter d'un apprentissage du français aux mains de gens dont c'est la langue maternelle**. (Sommaire du mémoire de 1962, p. 3)*

En 1965, dans son mémoire à la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, la FQAFÉ, représentant 20 000 familles, a fait état de son appui à la reconnaissance du français comme une langue officielle au Canada.

L'affirmation de la Fédération est sans équivoque, c'est-à-dire qu'elle estime un atout culturel et une qualité favorable de pouvoir parler une autre langue. Pour des raisons historiques, de proximité et de respect mutuel, mais surtout à cause de sa croyance inhérente dans l'avenir du Canada et dans la capacité des Canadiens français et non Canadiens français de s'accommoder, la Fédération accueille le français comme l'autre langue du Canada. (Mémoire de 1965, p. 5, n^o 5)

En 1963, douze parents anglophones mettent sur pied le St. Lambert Bilingual Study Group. Après deux ans d'acharnement, un programme d'immersion française à la maternelle voit le jour en tant que projet pilote. Des chercheurs de l'Université McGill publient alors des résultats très encourageants sur l'acquisition d'une deuxième langue par le biais de l'immersion totale. Avec le temps, l'immersion française devient l'un des programmes d'acquisition d'une langue les plus étudiés de l'histoire. À compter de 1969, les parents, d'un bout à l'autre du Canada, demandent des programmes d'immersion française. À l'heure actuelle, des pays de partout dans le monde se tournent vers le Canada et le Québec pour des conseils sur la mise sur pied de leurs propres programmes d'immersion linguistique.³

Il est important de noter que les parents, qui représentent l'opinion publique au plus grand déploiement, dans les collectivités minoritaires anglophones, ont plaidé avec beaucoup d'émotion en faveur de la promotion de la langue française au Québec **bien avant** les lois linguistiques restrictives des années 70 et par la suite.

³ *A Meeting of the People – School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801-1998*, 2004. Rédaction de Roderick Macleod et Mary Anne Poutanen. Autre Source – St. Lambert (Quebec) Bilingual Study Group – Halifax Regional School Board: espace Web du personnel enseignant - <http://hrsbstaff.ednet.ns.ca/bgromick/history.htm>

C'étaient les années 60. Nous sommes en 2010. Les membres de la Fédération continuent de croire fermement que les élèves qui fréquentent les écoles anglophones doivent graduer avec toutes les compétences nécessaires pour travailler dans un environnement majoritairement francophone.

Nous estimons que la menace perçue contre la langue française provient principalement du fait qu'il s'agit d'une plus petite population, comparativement aux cultures canadienne et américaine.

Nous estimons également fermement que les collectivités anglophones minoritaires et sympathisantes du Québec **ne constituent pas une menace** pour la langue française.

À notre avis, il est difficile d'accepter qu'un petit nombre d'élèves touchés par le projet de loi 103 puisse miner le statut de la langue française.

Nous croyons que le vrai désir de la population québécoise – francophone et anglophone – est de préserver la richesse de la langue et de la culture françaises, sans ingérence politique. C'est ce que le peuple québécois a la volonté de faire.

4. L'AVENIR DU SYSTÈME ÉDUCATIF DE LANGUE ANGLAISE AU QUÉBEC

Il est évident que le système d'enseignement en anglais au Québec est en déclin et en péril.

Nous estimons que le projet de loi 103 ne prévoit ni le maintien ni le bien-être du système d'enseignement en anglais. Tout le monde sait qu'en 1971 les effectifs scolaires atteignaient 250 000 élèves, alors qu'à l'heure actuelle, ils se chiffrent à 93 000. Tout le monde sait également qu'avec la sanction du projet de loi 103, le déclin d'inscriptions se poursuivra et, qu'en bout de ligne, d'autres écoles de langue anglaise feront face à un fusionnement ou à une fermeture.

Le Quebec Community Groups Network (QCGN) parle de maintenir en vie les collectivités anglophones. Mais sans système d'enseignement en anglais au sein de ces collectivités, cette population de langue minoritaire cessera d'exister, surtout en milieu rural. Qui plus est, les parents allophones et francophones perdront, par attrition, leur admissibilité à une éducation en anglais. Si ce système d'enseignement en anglais historique s'effrite à un point où le financement des services aux élèves devient insuffisant, alors les droits parentaux de toute la population québécoise seront diminués.

Attestation du déclin d'inscriptions dans les écoles de langue anglaise

En 1992, les membres du *Groupe de travail sur l'enseignement en anglais au Québec* disaient ceci :

En 1992, le système d'enseignement en anglais avait subi, depuis déjà 15 ans, un déclin considérable d'inscriptions scolaires après l'adoption de la Charte de la langue française. Notant un déclin d'inscriptions de 57 pour cent dans les écoles de langue anglaise entre 1972 et 1990, soit de 250 000 à 108 000 inscriptions, le Groupe de travail sur l'enseignement en anglais au Québec ont brossé un portrait plutôt sombre de l'avenir du système éducatif anglophone au Québec, sans les modifications souhaitées pour élargir les critères d'admission dans ce secteur. (Les inscriptions au sein du secteur francophone ont chuté de 24 pour cent durant cette même période.) Ils ont noté que le plus important déclin a eu lieu entre 1976 et 1986, surtout dans l'île de Montréal (environ 64 pour cent entre 1970 et 1990).⁴

⁴ The Chambers Report, Ten Years After: The State of English Language Education in Quebec, 1992-2002. The Missisquoi Reports, Volume 4. Jack Jebwab, Janvier 2002, p. 2

1990 – aujourd’hui

- **Diversité culturelle**

Des années 60 aux années 90, ce qui soutient les écoles de langue anglaise c’est la présence d’enfants anglophones et allophones. Bien que les élèves allophones soient éduqués en anglais, la plupart conservent leur patrimoine culturel.

Durant les années 90 et par la suite, un nombre croissant de familles francophones, avec le statut d’admissibilité, inscrivent leurs enfants à des écoles de langue anglaise, ce qui joue, de façon dramatique, en faveur des inscriptions scolaires hors l’île. Encore une fois, ces familles francophones ont tendance à conserver leur patrimoine culturel, tout en saisissant l’occasion de faire apprendre l’anglais à leurs enfants. C’est aux niveaux primaire et secondaire qu’elles optent d’abord pour cet enseignement en anglais. La diversité biculturelle et multiculturelle est bien ancrée dans le système éducatif anglophone et dans les collectivités qui définissent la minorité de langue anglaise.

- **Inscriptions des francophones au système d’enseignement en anglais**
- **Inscriptions des anglophones au système d’enseignement en français**

La majorité des élèves dont le français est la langue maternelle, qui sont admissibles à un enseignement en anglais, vivent à l’extérieur de Montréal. Voilà pourquoi ces élèves ne représentent que 6 pour cent de l’ensemble des inscriptions dans les établissements montréalais d’enseignement en anglais, et le quart du secteur anglophone dans le reste du Québec. Comme c’est en région que les écoles de langue anglaise ont le plus bénéficié de l’arrivée des élèves dont la langue maternelle est le français, l’ensemble des inscriptions dans le secteur anglophone en dehors de Montréal est plus élevé qu’à Montréal. Dans certaines régions en dehors de Montréal, la viabilité démographique des écoles de langue anglaise dépend de la présence des élèves francophones. (Ibid., p. 22)

Tableau 4 : Effectifs scolaires (temps partiel et temps plein) au secteur des jeunes des écoles québécoises, selon la langue maternelle et la langue d'enseignement : 2002-2003 à 2006-2007 ⁵

Langue maternelle	Langue d'enseignement	2002- 2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Francophones	Dans les écoles francophones	883 045 97,7 %	871 246 97,6 %	860 519 97,6 %	846 880 97,5 %	829 494 97,4 %
	Dans les écoles anglophones	20 413 2,3 %	21 033 2,4 %	21 402 2,4 %	21 719 2,5 %	21 950 2,6 %
	Total français langue maternelle (1)	903 470	892 291	881 932	868 610	851 454
Anglophones	Dans les écoles francophones	17 801 18,9 %	18 322 19,4 %	18 739 20,0 %	19 270 20,7 %	19 617 21,4 %
	Dans les écoles anglophones	76 495 81,1 %	76 101 80,6 %	75 184 80,0 %	73 918 79,3 %	72 163 78,6 %
	Total anglais langue maternelle (1)	94 327	94 455	93 957	93 206	91 807

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), DCS, Québec (2007)

(1) L'ensemble des élèves dont la langue maternelle est le français ou l'anglais comprend une petite minorité (N = 15-30) d'élèves qui fréquentent chaque année des écoles linguistiques des Premières Nations.

Les statistiques démontrent qu'environ 20 000 élèves avec, comme langue maternelle l'anglais, sont à l'heure actuelle dans le secteur francophone du système éducatif, aux niveaux primaire et secondaire : la moitié d'entre eux par choix et l'autre moitié, majoritairement issus de parents immigrants, à cause des clauses de la loi 101 relatives à l'éducation. (Ibid., p. 79)

Il ne faut pas non plus oublier qu'il y a environ 20 000 élèves, dont la langue maternelle est le français, qui fréquentent une école de langue anglaise par choix, comparativement à 10 000 élèves, donc la langue maternelle est l'anglais, qui fréquentent une école francophone en raison d'une disposition législative (les autres 10 000 ont volontairement fait le transfert). (Ibid., p. 79)

Environ 20 000 élèves anglophones, qui fréquentent à l'heure actuelle une école de langue anglaise, représentent une perte d'environ 21,4 pour cent des effectifs scolaires du système éducatif anglophone. Environ 20 000 élèves francophones, qui fréquentent à l'heure actuelle une école anglophone, ne représentent que 2,6 pour cent des effectifs scolaires du système éducatif francophone.

La FQAFÉ est très consciente du droit des parents, admissibles à une éducation en anglais, d'inscrire leurs enfants à une école francophone. Bien que cela réduise le nombre d'inscriptions dans les écoles anglophones, il n'en reste pas moins un droit parental de choisir le genre d'éducation qui, selon eux, convient le mieux à leurs enfants. Il en va de même pour les parents francophones qui inscrivent leurs enfants à des écoles anglophones.

⁵ *English Education in Quebec: Issues and Challenges, 2008 – Patricia Lamarre, professeure en sciences de l'éducation, Université de Montréal, p. 74*

La FQAFÉ a à cœur les 10 000 élèves, dont la langue maternelle est l'anglais, inscrits à des écoles francophones, comme suite aux contraintes législatives de la loi 101, de l'article 59 de *la Loi constitutionnelle de 1982* et de la loi 104. Ces familles, ce sont ces nouveaux immigrants anglophones, de partout dans le monde, qui s'installent au Québec et qui n'ont pas le même droit conféré aux parents francophones, qui vivent ailleurs au Canada et qui, eux, ont le choix entre l'anglais et le français comme langue d'enseignement pour leurs enfants. Qui plus est, ces 10 000 élèves représentent environ 10 pour cent de la population potentielle globale d'élèves anglophones qui contribueraient à maintenir et soutenir le système éducatif anglophone.

Pendant plusieurs années, la FQAFÉ a incité les gouvernements provincial et fédéral à élargir l'accès à l'enseignement en anglais, respectant du même coup le droit parental de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants. (Voir l'Annexe 3 – Résolution 2008/1.)

- **La loi 104**

Tel que décrit dans le présent mémoire, le projet de loi 104, tout particulièrement, a imposé des contraintes sévères au taux de croissance, aussi minime soit-il. Entre 2002 et 2009, le gouvernement provincial a décidé de limiter l'accès à une éducation en anglais à environ 500 élèves chaque année, affectant principalement les inscriptions dans l'île de Montréal. Cela représente un maigre 0,025 pour cent de l'ensemble des inscriptions dans les écoles francophones. Mais une perte d'environ 0,5 pour cent d'élèves chaque année, en plus des autres enjeux démographiques, est significative pour les écoles anglophones.

En 2005-2006, les effectifs scolaires à la maternelle et au primaire dans les écoles anglophones de la province totalisaient 58 730. En 2009-2010, le nombre a chuté à 50 233, une baisse de 14,4 pour cent durant cette période de cinq ans. Les chiffres sont plus favorables au secondaire avec une baisse de seulement 3,0 pour cent. Toutefois, c'est au primaire que l'on peut prévoir avec le plus d'exactitude les inscriptions à venir, puisque ce sont les élèves du primaire qui passent à un niveau supérieur du système. Les baisses d'inscriptions au primaire permettent donc de prévoir les nombres à la baisse au secondaire.

Un tableau détaillé comparant l'île de Montréal au reste du Québec indique une baisse du taux d'inscriptions à la maternelle et au primaire, dans les commissions scolaires de l'île de Montréal de l'ordre de 18,1 pour cent au cours des derniers cinq ans. Pour ce qui est du reste du Québec, le pourcentage est de 10,6 pour cent, ce qui, tout compte fait, n'est guère mieux. (Voir l'Annexe 5 – Inscriptions scolaires - 2005-2006; 2009-2010 – Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ).)

Un sondage mené par Léger Marketing pour le quotidien *Montreal Gazette*, démontre que la majorité des parents québécois aimeraient pouvoir choisir l'école que fréquenteront leurs enfants.

Un nouveau sondage d'opinion auprès de la population québécoise sur l'éducation révèle que deux sur trois préfèrent avoir le droit d'envoyer leurs enfants à n'importe quelle école de la province, publique ou privée.

On demandait dans ce sondage, mené pour le Montreal Gazette par Léger Marketing, si les élèves, autres que ceux à qui il est maintenant permis de le faire, y compris les francophones, devraient avoir accès aux écoles de langue anglaise, si tel était leur choix.

Un total de 66 pour cent d'un échantillonnage représentatif de la population québécoise était en faveur, dont une majorité claire de 61 pour cent de francophones.

Les non francophones étaient de beaucoup plus favorables avec un pourcentage de 87.

Le sondage en ligne a eu lieu du 3 au 6 mai 2010 avec 1 001 répondants. Les données ont été pondérées selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la composition familiale afin d'obtenir un échantillonnage représentatif de la population québécoise.⁶

La sanction du projet de loi 103 ne fera qu'accélérer le déclin du système d'enseignement en anglais. La perte d'un système éducatif de langue anglaise au Québec serait une perte pour toute la population québécoise : d'un point de vue social, économique et, avant tout, culturel. Cela susciterait d'autres changements fondamentaux à l'édifice social québécois, dans une société riche en tradition et en histoire de deux cultures fondatrices depuis plus de deux cents ans.

⁶ *Le sondage révèle que la population québécoise appuie le droit de choisir la langue d'enseignement.* Article de Kevin Dougherty et Hubert Bauch, *Montreal Gazette*, le 10 mai 2010

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans une société démocratique, l'objectif devrait toujours être d'accroître les droits, jamais de les réduire : aux droits se rattachent des obligations. Dans le cas présent, il s'agit des obligations de la majorité envers la minorité et de la minorité envers la majorité.

Conclusions

Nous croyons fermement que :

1. le projet de loi 103 ne respecte ni l'intention ni l'esprit de l'ordonnance de la cour, en ce sens qu'il ne constitue pas une atteinte minimale des droits constitutionnels des parents du Québec. Il omet de satisfaire aux aspects moraux et juridiques, tel que prescrit dans la décision de la Cour suprême du Canada sur la loi 104;
2. la menace perçue envers la langue française provient principalement du fait qu'il s'agit d'une plus petite population par rapport aux cultures canadienne et américaine. Les collectivités anglophones minoritaires et sympathisantes du Québec **ne représentent pas une menace** pour la langue française;
3. tous les parents québécois, quels que soient leur citoyenneté et statut linguistique, devraient avoir le droit de choisir la langue d'apprentissage qui convient le mieux à leurs enfants.

Cette croyance découle de l'article 26(3) de la *Déclaration des droits humains des Nations Unies* de 1948 :

Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Recommandations

Nous soumettons respectueusement que :

1. **le gouvernement du Québec retire le projet de loi 103.**
2. **le gouvernement du Québec respecte la décision de la Cour suprême du Canada sur la loi 104, telle qu'énoncée dans notre résolution du 24 avril 2010 :**

Que la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc., une fois de plus, recommande vivement au gouvernement du Québec de respecter la décision unanime de 2009 de la Cour suprême du Canada de considérer la loi 104 comme étant inconstitutionnelle, et de ne plus prendre aucun autre ordre législatif et/ou autres actions ayant pour but de réduire

l'accès à l'éducation en anglais. (Voir l'Annexe 2 - Résolution 2010/1 de la FQAFÉ.)

3. **le gouvernement du Québec entreprenne d'autres démarches pour l'abrogation de l'article 59 de la *Loi constitutionnelle* de 1982, tel qu'énoncé dans notre résolution du 3 mai 2008 :**

Il est en outre résolu que la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. demande que la Loi constitutionnelle de 1982, alinéa 23(1)(a), qui garantit l'accès à l'éducation dans une langue officielle minoritaire selon la langue maternelle d'un citoyen soit immédiatement mise en application au Québec en exerçant les pouvoirs conférés pour l'article 59, c'est-à-dire, par le biais d'une proclamation de la Reine ou de la Gouverneure générale en vertu du Grand Sceau du Canada et avec l'autorisation de l'Assemblée nationale ou du gouvernement du Québec. (Voir l'Annexe 3 - Résolution 2008/1 de la FQAFÉ.)

N.D.L.T. – Dans la mesure du possible, j'ai toujours respecté le droit d'auteur. Toutefois, dans certains cas, j'ai dû faire une traduction libre parce que l'auteur ne le détenait pas ou parce que l'organisme n'existait plus (Jack Jedwab), parce que l'auteur n'était accessible qu'après le dépôt du mémoire (Patricia Lamarre) ou parce que je n'ai pas eu de retour d'appel/de courriel (Kevin Dougherty et Hubert Bauch - *The Gazette*). Je suis désolée du contretemps.

ANNEXES

1. Constitution et L'Énoncé de Mission de la FQAFÉ
2. Résolution 01-2010 de la FQAFÉ
Un Appel au Gouvernement du Québec
Accès Élargi à L'Éducation en Anglais re: Loi 104
3. Résolution 01-2008 de la FQAFÉ
Accès Élargi à L'Éducation en Anglais
4. Résolution 02-1997 de la FQAFÉ
Protection des Droits Civils dans le Secteur de L'Éducation au Québec
5. Quebec English School Boards Associations (QESBA/ACSAQ)
2005-06; 2009-10 Student Enrolments (document seulement en anglais)
6. Contexte: Références Législatives
 - Article 73 – La Charte de la Langue Française
 - Article 23 – 1982 – La Loi constitutionnelle - La Charte des droits et libertés
 - Article 59 – 1982 – La Loi constitutionnelle - La Charte des droits et libertés
 - Article 3 – Loi 104 – Amendement à la Charte de la langue française

BIBLIOGRAPHY

- Article 26(3) of the United Nations Universal Declaration of Human Rights 1948
- Whither the Protestant School System in Quebec? QFHSA, 1989, Harry Kuntz and Dr. Calvin C. Potter
- A Meeting of the People: School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801 – 1998, Roderick MacLeod and Mary Anne Poutanen
- St. Lambert (Quebec) Bilingual Study Group – Halifax Regional School Board: Teacher webspace - <http://hrsbstaff.ednet.ns.ca/bgromick/history.htm>
- The Chambers Report, Ten Years After: The State of English Language Education in Quebec, 1992-2002. The Missisquoi Reports, Volume 4, 2002
Jack Jedwab
- English Education in Quebec: Issues and Challenges, 2008. Patricia Lamarre
- Poll shows Quebecers support right to choose language of education, May 10, 2010, Montreal Gazette, Kevin Dougherty and Hubert Bauch
- QFHSA Briefs, Position and Policy Statements
 - 1962 – Quebec Royal Commission of Inquiry on Education (Parent Commission)
 - 1965 – Quebec Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism
 - 1969 – Commission of Inquiry on the Position of the French Language and on Language Rights in Quebec (Gendron Commission)
 - 1974 – A Position Statement Regarding Bill 22
 - 1977 – A Policy Statement to the Parliamentary Committee respecting Bill 1
 - 1980 – Joint Committee of the Senate and House of Commons on the Proposed Constitution Act
 - 1991 – Special Joint Committee on a Renewed Canada (Beaudoin – Dobbie Committee)
 - 1997 – The Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on the Proposed Amendment to Section 93 of the Canadian Constitution



QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

CONSTITUTION

ARTICLE I

DÉNOMINATION SOCIALE

L'association porte la dénomination suivante:

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

ARTICLE II

CONSTITUTION

La constitution de la Fédération est décrite dans les lettres patentes accordées le 27 août 1959 en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec, ainsi que sur les Lettres Patentes Supplémentaires accordées le 8 mai 1997, pour les objets suivants: Pour promouvoir, encourager et soutenir les associations foyers-écoles et leurs activités.

Pour l'exercice des objectifs mentionnés ci-dessus, la société peut :

1. Faciliter les rencontres entre les membres des associations foyers-écoles afin qu'ils discutent des questions d'intérêt public, et stimuler l'effort de coopération;
2. Aider à rendre l'opinion publique favorable à la réforme et à l'avancement de l'éducation de l'enfant;
3. Susciter de la part des éducateurs et du public, un effort commun visant à garantir à chaque enfant les conditions les plus propices à son éducation physique, mentale, morale et spirituelle;
4. Élever le niveau de vie familial et national;
5. Maintenir une organisation apolitique qui ne soit ni commerciale, ni raciste et ni sectaire .

ARTICLE III

La politique de la Fédération figure dans l'Énoncé de Politiques contenant les résolutions et/ou recommandations que l'assemblée annuelle déclare pour compléter ses objets susmentionnés.



ÉNONCÉ DE MISSION



LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES
ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.
EST UN ORGANISME BÉNÉVOLE,
INDÉPENDANT, INCORPORÉ, À BUT NON
LUCRATIF QUI A POUR MISSION DE
PROMOUVOIR L'ÉDUCATION ET
D'AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES
ENFANTS ET DES ADOLESCENTS.

LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES
ASSOCIATIONS FOYER-ÉCOLE INC.
FAVORISE LA PARTICIPATION DES
PARENTS, DES ÉLÈVES, DES ENSEIGNANTS
ET DE LA COLLECTIVITÉ TOUTE ENTIÈRE
À L'AVANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE;
ELLE AGIT AU NOM DES PARENTS.



QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

RÉSOLUTION 01-2010

**UN APPEL AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ACCÈS ÉLARGI À L'ÉDUCATION EN ANGLAIS re: LOI 104**

ATTENDU QUE, la Cour d'appel du Québec a statué en 2007 que la loi 104 était incompatible avec la Charte canadienne des droits et libertés;

ATTENDU QUE, la Cour suprême du Canada a statué en 2009, à l'unanimité, que la loi 104 était inconstitutionnelle ;

ATTENDU QUE, les droits des citoyens canadiens ne doivent pas être supprimés par le droit québécois ;

ATTENDU QUE, moins de 1.5 pourcent des élèves qui entrent dans les écoles du Québec à chaque année, ne peuvent s'inscrire dans une école anglaise à cause de la loi 104, ce qui est clairement une menace négligeable pour la protection de la langue française dans la province ;

ATTENDU QUE, la protection de la langue officielle et de la culture de la majorité ne doivent pas diminuer les droits linguistiques traditionnels et le patrimoine culturel de la population du Québec de langue officielle minoritaire ;

ATTENDU QUE, la Fédération québécoise des associations foyer-école Inc. a toujours soutenu le droit des étudiants d'avoir un accès élargi à l'éducation en anglais ;

ATTENDU QUE, l'on devrait toujours chercher à accroître les droits de la population, et non pas à les diminuer ;

IL EST RÉSOLU QUE, la Fédération québécoise des associations foyer-école Inc. une fois de plus, recommande vivement au gouvernement du Québec de respecter la décision unanime de 2009 de la Cour Suprême du Canada de considérer la loi 104 comme étant inconstitutionnelle, et de ne plus prendre aucun autre ordre législatif et/ou autres actions ayant pour but de réduire l'accès à l'éducation en anglais.

Destinataires:

Premier ministre du Canada
Premier ministre du Québec
Vice-première ministre du Québec
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
Ministre de la Justice et procureure générale du Québec
Ministre de la Culture, des Communications et de la condition féminine (MCCCF)
Ministre de l'immigration et des communautés culturelles du Québec
Commission de l'Éducation en langue anglaise (CELA)
Quebec Community Groups Network (QCGN)
Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)
Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)
Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADIGECS)
Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec (AAEAQ)
Association des écoles privées du Québec
Président du comité central des parents des 9 commissions scolaires anglophones
Président du comité central des parents de la commission scolaire du Littoral
Association des comités de parents anglophones (ACPA)
Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)

Pour information:

Fédération Canadienne des Associations Foyer-École





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

Résolution 2008/1 ACCÈS ÉLARGI À L'ÉDUCATION EN ANGLAIS

Attendu qu'il y a une baisse soutenue de la population étudiante dans les écoles publiques anglophones du Québec;

Attendu que l'ensemble des facteurs suivants nuit, et continuera de nuire, à la croissance et à la prospérité d'un système d'éducation en anglais viable :

- 1977 Loi 101 (lois du Québec, la *Charte de la langue française*, article 73
Limite les choix en prévoyant quatre catégories d'élèves jugés admissibles à recevoir un enseignement en anglais;
- 1982 *Loi constitutionnelle*, 1982, article 59
Exclu l'application de l'alinéa 23(1)a) dans la province de Québec seulement, en empêchant l'entrée en vigueur au Québec sans le consentement de la puissance exécutive du Québec ou de l'Assemblée nationale;
- 2002 *Loi 104* (lois du Québec 2002, ch. 38) – Modifie la *Charte de la langue française*, supprime l'échappatoire qui permettait aux parents de donner accès à leur enfant à l'enseignement public en anglais en inscrivant ce dernier dans un établissement privé de langue anglaise [ce qui est contraire à la *Loi 101*] en première année pour une période d'un an afin de donner le droit à cet enfant, à ses frères, à ses sœurs ou à leurs descendants de fréquenter ensuite un établissement d'enseignement public de langue anglaise.
- 2006 Taux de natalité en baisse;

Attendu que la perte d'un système scolaire de langue anglaise risque d'entraîner la perte d'une identité culturelle qui remonte à une période antérieure à la Confédération;

Attendu que la protection de la langue officielle et de la culture de la majorité ne doivent pas diminuer les droits linguistiques traditionnels et le patrimoine culturel de la population du Québec de langue officielle minoritaire;

Attendu que l'on devrait toujours chercher à accroître les droits de la population, et non à les diminuer;

IL EST RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. presse une fois de plus la ministre de la Culture et des Communications, ainsi que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de recommander au gouvernement du Québec d'élargir l'accès à l'enseignement en anglais;
IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles demande à la ministre de la Culture et des Communications et au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de permettre à tout enfant qui a commencé ses études en anglais de les poursuivre dans cette langue;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. demande que la *Loi constitutionnelle de 1982*, alinéa 23(1)(a), qui garantit l'accès à l'éducation dans une langue





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

officielle minoritaire selon la langue maternelle d'un citoyen soit immédiatement mise en application au Québec en exerçant les pouvoirs conférés pour l'article 59, c'est-à-dire, par le biais d'une proclamation de la Reine ou de la Gouverneure générale en vertu du Grand Sceau du Canada et avec l'autorisation de l'Assemblée nationale ou du gouvernement du Québec;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE le premier ministre du Canada ainsi que les dix premiers ministres des provinces doivent encourager l'application de l'alinéa 23(1)(a) au Québec, la seule province où elle ne s'applique pas;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. presse le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'enjoindre à toutes les commissions scolaires anglophones d'admettre dès aujourd'hui tous les élèves admissibles dans leurs écoles pendant qu'ils attendent leur certificat d'admissibilité;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. presse le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de reconnaître que ni l'attente de la preuve de la citoyenneté canadienne d'un parent, ni l'attestation écrite de l'école qu'a fréquenté un enfant dans une autre province du Canada ne sont des raisons légitimes pour retarder l'entrée provisoire d'un enfant dans une école de langue anglaise.

Destinataires : Premier ministre du Québec

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles
Ministre de la Culture et des Communications
Premier ministre du Canada
Ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine et des
Langues officielles
Secrétaire d'État (Multiculturalisme et Identité canadienne)
Premiers ministres des provinces
Association des commissions scolaires anglophones du Québec
Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec
Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec
Quebec Community Groups Network

Information : La Fédération canadienne des associations foyers-écoles





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS

3285 CAVENDISH BLVD., SUITE 562, MONTREAL, QUEBEC H4B 2L9 TELEPHONE: (514) 481-5619

1997/2 PROTECTION DES DROITS CIVILS DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION AU QUÉBEC

ATTENDU QUE, dans un article du Devoir du 28 mars 1997, la ministre de l'Éducation a fait part de son intention de convertir le système des écoles confessionnelles et publiques et des commissions scolaires existant en un système des commissions scolaires linguistiques et qu'en même temps, l'Assemblée nationale a proposé que cette conversion soit liée à une entente bilatérale conclue entre le Parlement fédéral et l'Assemblée nationale aux termes de laquelle le gouvernement fédéral conviendrait rapidement de modifier l'article 93 de la Constitution canadienne (1867);

ATTENDU QUE les droits civils, c'est-à-dire la liberté de conscience et de religion et le droit d'association sont garantis en vertu de l'article 93 de la Constitution;

ATTENDU QUE, dans une décision récente de la Cour suprême du Canada rendue le 21 novembre 1996, la Cour suprême a précisé que toute mesure relevant de l'article 2(a) de la Charte canadienne des droits et libertés (1982) doit être "fondée sur l'article 93(1) de la Constitution qui constitue le code intégral des droits des écoles confessionnelles" [traduction];

ATTENDU QUE, selon les dispositions de l'article 93, une minorité a le droit de ne pas souscrire à la croyance ou à l'idéologie officielles;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral joue un rôle de protecteur de droits civils en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 93;

ATTENDU QUE l'admissibilité à la protection des droits civils est limitée en vertu de l'article 93(1) aux groupes religieux minoritaires de la municipalité (les protestants ou les catholiques) pour autant que leurs écoles ou leurs commissions scolaires sont, selon la loi, appelées "confessionnelles ou dissidentes ou séparées" [traduction];

ATTENDU QUE la tradition anglo-protestante de liberté de conscience reposant sur l'édit de tolérance de 1689 serait mise en péril;

ATTENDU QU'un des 'quid pro quos' pour le Québec, étant une partie au compromis, était le même nombre de sièges du Sénat du Haut et du Bas Canada malgré la disproportion entre le nombre d'habitants;

ATTENDU QUE la résolution de l'Assemblée nationale, si elle est adoptée, abolirait le droit de dissension de la minorité au sein d'une municipalité, mais maintiendrait les droits de l'Assemblée nationale lui permettant d'exercer les pleins pouvoirs dans le domaine de l'éducation et ce, sans aucun recours;

...2



IL EST DONC RÉSOLU QUE la Fédération québécoise des associations foyers-écoles demande instamment aux gouvernements du Québec et du Canada de protéger les droits civils dans le domaine de l'éducation au Québec en n'abolissant pas la protection offerte par l'article 93 de la Constitution canadienne (1867).

Destination: Premier Ministre, gouvernement du Québec
Chef de l'opposition officielle
Ministre de l'éducation du Québec
Premier Ministre du Canada
Ministre des affaires intergouvernementales (Canada)

Pour information: Premiers provinciaux
Association Québécoise des commissions scolaires
Council of English Language Education

ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUEBEC
QUEBEC ENGLISH SCHOOL BOARDS ASSOCIATION

2005-2006 STUDENT ENROLLMENT

<u>School Board</u>	<u>Kindergarten</u>	<u>Elementary</u>	<u>Secondary</u>	<u>Adult Education</u>	<u>Other</u>	<u>Total Enrollment</u>
Central Quebec	410	2,572	1,770	82	233	5,067.00
Eastern Shores	89	664	640	124		1,517.00
Eastern Townships	425	3,111	2,686	467		6,689.00
English Montreal	1,769	12,751	10,708	5,584		30,812.00
Lester B. Pearson	1,880	13,613	11,640	2,178		29,311.00
Littoral	57	364	314.11	5.6		740.71
New Frontiers	254	2,070	2,113	541.9	7	4,985.90
Riverside	802	5,638	4,497	61.2	147.2	11,145.40
Sir Wilfrid Laurier	995	7,261	6,291	387		14,934.00
Western Quebec	459	3,546	3,721	533	14	8,273.00
TOTAL:	7,140.00	51,590.00	44,380.11	9,963.70	14.00	113,475.01

APPENDIX 5

ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUEBEC
QUEBEC ENGLISH SCHOOL BOARDS ASSOCIATION

2009-2010 STUDENT ENROLMENT

<u>School Board</u>	<u>Kindergarten</u>	<u>Elementary</u>	<u>Secondary</u>	<u>Adult Education</u>	<u>Other</u>	<u>Total Enrolment</u>
Central Quebec	407.00	2,442.00	1,873.00	90.00	0.00	4,812.00
Eastern Shores	97.00	590.00	569.00	319.00	0.00	1,575.00
Eastern Townships	420.00	2,553.00	2,474.00	437.68	0.00	5,884.68
English Montreal	1,495.00	10,196.00	10,331.00	5,050.00	262.00	27,334.00
Lester B. Pearson	1,694.00	11,199.00	11,443.00	2,525.00	32.00	26,893.00
Littoral	92.00	265.00	267.67	45.00	0.00	669.67
New Frontiers	295.00	1,737.00	1,802.00	687.80	34.00	4,555.80
Riverside	689.00	4,602.00	4,342.00	274.00	0.00	9,907.00
Sir Wilfrid Laurier	1,054.00	6,700.00	6,650.00	402.89	0.00	14,806.89
Western Quebec	521.00	3,185.00	3,276.00	426.00	0.00	7,408.00
Totals	6,764	43,469	43,028	10,257.37	328	103,846.04

Charte de la langue française

Enseignement en anglais.

73. Peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de l'un de leurs parents:

1° les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et a reçu un enseignement primaire en anglais au Canada, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Canada;

2° les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et qui ont reçu ou reçoivent un enseignement primaire ou secondaire en anglais au Canada, de même que leurs frères et soeurs, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire ou secondaire reçu au Canada;

3° les enfants dont le père et la mère ne sont pas citoyens canadiens mais dont l'un d'eux a reçu un enseignement primaire en anglais au Québec, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Québec;

4° les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité au Québec avant le 26 août 1977, recevaient l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire, de même que leurs frères et soeurs;

5° les enfants dont le père ou la mère résidait au Québec le 26 août 1977, et avait reçu un enseignement primaire en anglais hors du Québec, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu hors du Québec.

Enseignement en anglais non reconnu.

Il n'est toutefois pas tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui la demande est faite ou par l'un de ses frères et soeurs. Il en est de même de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un tel établissement, après le 1^{er} octobre 2002, par le père ou la mère de l'enfant.

Enseignement en anglais non reconnu.

Il n'est pas tenu compte non plus de l'enseignement en anglais reçu en application d'une autorisation particulière accordée en vertu des articles 81, 85 ou 85.1.

1977, c. 5, a. 73; 1983, c. 56, a. 15; 1993, c. 40, a. 24; 2002, c. 28, a. 3.

Charte canadienne des droits et libertés

PARTIE I DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982⁽⁸⁰⁾

Sanctionnée le 29 mars 1982

Droits à l'instruction dans la langue de la minorité

Langue d'instruction

23. (1) Les citoyens canadiens :

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province,

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.⁽⁹³⁾

Continuité d'emploi de la langue d'instruction

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

Justification par le nombre

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province :

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

Entrée en vigueur de l'alinéa 23(1)a) pour le Québec

59. (1) L'alinéa 23(1)a) entre en vigueur pour le Québec à la date fixée par proclamation de la Reine ou du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

Autorisation du Québec

(2) La proclamation visée au paragraphe (1) ne peut être prise qu'après autorisation de l'assemblée législative ou du gouvernement du Québec.⁽¹⁰⁷⁾

Abrogation du présent article

(3) Le présent article peut être abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 23(1)a) pour le Québec, et la présente loi faire l'objet, dès cette abrogation, des modifications et changements de numérotation qui en découlent, par proclamation de la Reine ou du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

Projet de loi no 104

Loi présentée le 7 mai 2002

Adoptée le 12 juin 2002

Sanctionnée le 13 juin 2002

Article 3

L'article 73 de cette Charte est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Il n'est toutefois pas tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui la demande est faite ou par l'un de ses frères et soeurs. Il en est de même de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un tel établissement, après le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), par le père ou la mère de l'enfant.

Il n'est pas tenu compte non plus de l'enseignement en anglais reçu en application d'une autorisation particulière accordée en vertu des articles 81, 85 ou 85.1. ».

**QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL
ASSOCIATIONS, INC.**



A BRIEF

PRESENTED TO

THE PARLIAMENTARY COMMITTEE OF THE NATIONAL ASSEMBLY

ON

BILL 103

AN ACT TO AMEND THE CHARTER OF
THE FRENCH LANGUAGE AND OTHER LEGISLATIVE
PROVISIONS

3285 Cavendish Blvd. Suite 560,
Montreal, Que
H4B 2L9

Tel: 514-481-5619
email: info@qfhsa.org

August 2010

A BRIEF ON BILL 103
AN ACT TO AMEND THE CHARTER OF
THE FRENCH LANGUAGE AND OTHER LEGISLATIVE
PROVISIONS

TABLE OF CONTENTS

PART ONE: SUMMARY

PART TWO: THE BRIEF

OUR ORGANIZATION	1
INTRODUCTION	3
1. PARENTAL RIGHTS IN EDUCATION: AN HISTORICAL PERSPECTIVE	4
HISTORIC RIGHTS FOR THE MAJORITY/MINORITY POPULATION	4
Pre-Confederation/ Confederation	4
The 1960s: Change and Reform	5
1974 “BILL 22” ONWARDS: The Erosion of the Parental Rights of Quebecers	6
2. BILL 103 – PROCEDURAL IMPEDIMENTS TRUMP DEMOCRATIC PRINCIPLES	8
MEETING THE CONSTITUTIONAL RULING ON “BILL 104”	8
AMENDMENTS AND NEW REGULATIONS REGARDING THE CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE (“BILL 101”).....	9
QUEBEC CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS.....	11
3. PROTECTION AND PROMOTION OF THE FRENCH LANGUAGE	12
SOCIOLOGICAL CHANGE: A HISTORICAL PERSPECTIVE	12
QFHSa AND THE PROMOTION OF THE FRENCH LANGUAGE	13
4. THE FUTURE OF THE ENGLISH LANGUAGE SCHOOL SYSTEM IN QUEBEC	15
CONFIRMATION OF THE DECLINE OF ENGLISH SCHOOL ENROLMENT	15
1990 – PRESENT DAY	15
5. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS	19

PART THREE: APPENDICES & BIBLIOGRAPHY

APPENDICES

BIBLIOGRAPHY

QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS, INC

Brief on Bill 103 – SUMMARY

August 2010

The Quebec Federation of Home and School Associations Inc. (QFHSA) welcomes the opportunity to present this Brief to the Parliamentary Committee of the National Assembly on Bill 103.

QFHSA is an independent, incorporated, not-for-profit volunteer organization dedicated to enhancing the education and general well being of children and youth. It promotes the involvement of parents, students, educators and the community at large in the advancement of learning and acts as a voice for parents.

QFHSA believes that all parents in Quebec, regardless of citizenship and linguistic status, should have the right to choose the language of schooling best suited for their children. At no time must a child's education be delayed because of a bureaucratic decision on eligibility for admission to an English language school.

This belief is premised on *Article 26(3) of the United Nations Universal Declaration of Human Rights, 1948:*

"Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children" ['Prior' means prior to the state.]

This Brief will explain the Federation's position on Bill 103 under the following headings:

1. Parental Rights in Education: a Historical Perspective
2. Bill 103 – Procedural Impediments Trump Democratic Principles
3. Protection and Promotion of the French Language
4. The Future of the English Language School System in Quebec
5. Conclusions and Recommendations

Parental rights in education in Quebec have over 200 years of historical and legal precedent. The Federation is deeply concerned about the future viability of the English school system.

We firmly believe that Bill 103 should be withdrawn as it places severe restrictions on the parents' right to choose their preferred language of schooling for their children. Furthermore, it does not comply with the intent and legal judgment of the Supreme Court of Canada's ruling on "Bill 104".

We believe that Quebec is and will remain the principal center of French culture in Canada and North America. This Brief will illustrate the steps the QFHSA has taken to support and promote the French language and culture in Quebec long before the restrictive language laws of the past thirty-five years.

The QFHSA is respectfully asking the Quebec government to seriously consider the concerns of all parents of Quebec as reflected in this Brief.

QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.

BRIEF ON BILL 103

AUGUST 2010

The Quebec Federation of Home and School Associations Inc. welcomes the opportunity to present this Brief to the Parliamentary Committee of the National Assembly on Bill 103, an *Act to Amend the Charter of the French Language and other Legislative Provisions*.

OUR ORGANIZATION

The Quebec Federation of Home and School Associations Inc. (the “QFHSA”) was officially inaugurated in May 1944 and was incorporated by Letters Patent under the *Quebec Companies Act* in August 1959.

The QFHSA is an independent, incorporated, not-for-profit volunteer organization dedicated to enhancing the education and general well being of children and youth. The QFHSA promotes the involvement of parents, students, educators and the community at large in the advancement of learning and acts as a voice for parents. (See Appendix 1 – Constitution and Mission Statement)

We are a federation of local Home and School Associations driven by one objective: to provide a caring and enriched educational experience for students. Members of Home and School Associations come from all sectors of society: working parents, stay-at-home parents, grandparents, educational professionals and other ordinary citizens with an interest in maintaining a high level of education in this province. The schools that their children attend are scattered across the province: in Western Quebec, the Eastern Townships, the North Shore, the Gaspé and the Greater Montreal area. They represent the cultural diversity within the minority English-language school system: Anglophones, Allophones and Francophones. Our members pay a modest annual fee through their local associations to the QFHSA. Membership is also open to individuals without any school affiliation. We represent 75 school communities and work with, for example, community learning centers, community organizations, and other associations who share our goals and objectives.

The QFHSA is a charter member of the Canadian Home and School Federation (CHSF).

The roots of the QFHSA run deep in the history of the education system of Quebec. Historically linked to the former Protestant system (both English and French), it has continued to build relationships within the linguistic system. Partnerships with school boards, teacher and administrative associations, community organizations and other parent associations have been long-standing, and necessary, in addressing common concerns affecting the minority language communities as a whole.

For over 65 years, our briefs, position papers and resolutions to various provincial and national governments and agencies illustrate that we have been consistent in stating our beliefs and values, and further demonstrate that we have no affiliation to any political party.

At the Annual General Meeting of the QFHSA on April 24, 2010, our delegates voted unanimously in favour of a resolution on “Bill 104”:

“Therefore Be It Resolved that the Quebec Federation of Home and School Associations Inc. urge the Government of Quebec to respect the 2009 unanimous ruling of the Supreme Court of Canada that “Bill 104” is unconstitutional, and henceforth, to absolutely take no further legal, legislative and/or other actions to lessen access to education in English.” (See Appendix 2 for complete text – QFHSA Resolution 2010/1)

This Brief and its recommendations are based on the above mandate.

INTRODUCTION

The QFHSA vigorously opposes the adoption of Bill 103, An Act to Amend the Charter of the French Language and other Legislative Provisions (“Bill 103”).

Article 26(3) of the *United Nations Universal Declaration of Human Rights, 1948* stipulates that:

“Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children.” [‘Prior’ means prior to the state.]

In our opinion, Bill 103 runs counter to this principle as have other restrictive Quebec legislative bills initiated since 1974 (Bills 22, 101 and 104).

The QFHSA believes that all parents in Quebec, regardless of citizenship and linguistic status, should have the right to choose the language of schooling best suited for their children. At no time must a child’s education be delayed because of a bureaucratic decision on eligibility for admission to an English language school.

Let us also be very clear in stating that the QFHSA and its membership throughout the province are sympathetic to the natural desire of the French majority in Quebec to make this province a centre of French culture that is strong, secure and expansive. **Quebec is and will remain the principal centre of French culture in Canada and North America.**

The QFHSA believes, in today’s context, that the French language and culture is strong and secure. Therefore, there is no basis for the implementation of further restrictive language legislation directed against the English minority communities.

The QFHSA Brief will concentrate on the following topics:

- 1. Parental Rights in Education: an Historical Perspective**
- 2. Bill 103 – Procedural Impediments Trump Democratic Principles**
- 3. Protection and Promotion of the French Language**
- 4. The Future of the English Language School System in Quebec**
- 5. Conclusions and Recommendations**

1. PARENTAL RIGHTS IN EDUCATION: AN HISTORICAL PERSPECTIVE

Historic Rights for the Majority/Minority Population

- **Pre-Confederation**

The roots of constitutionally guaranteed rights in education for both French and English citizens of Quebec date to before Confederation.

Prior to 1867, Ontario and Quebec had for some years been one province: the Province of Canada. As negotiations proceeded to form a Confederation, both the French and the English populations of what was to become Quebec were concerned about minority rights under majority rule. The genius of Confederation was the acceptance of the pluralism that these concerns implied. The nation of Canada was to be a **dual duality**: with the French-speaking population (Quebec) a minority in Canada and a majority in Lower Canada (Quebec), while the English-speaking population would be a majority in Canada and a minority in Lower Canada (Quebec).

Unity was to be achieved through the recognition of duality, and that character was to be preserved by a division of powers that accepted the principle of 'self-administration of the minority', especially in community and school affairs. The two most notable leaders in crafting this compromise were Alexander T. Galt (an English Protestant) and Georges-Étienne Cartier (a French Catholic). What these spokesmen were negotiating for at the time of Confederation were not privileges **but the preservation of their birthrights**.

- **Confederation**

This dual duality principle has since become known as the fundamental compromise of Confederation. The very formation of Canada was conditional **on accepting this democratic principle**.

Sections 93(1) to 93(4) of the *British North America Act*, 1867 (the "BNA Act") provided for a denominational school system in Quebec to give both the majority (French) and the minority (English) powers of self-administration. All of the rights and privileges accumulated **in law** before Confederation regarding education had been reflected in the *Consolidated Statutes of Lower Canada* (1861) and were enshrined in Section 93 of the "BNA Act". **Self-administration meant that freedom of choice was preserved in the matters of curriculum, language of instruction and religious conscience**. The Fathers of Confederation had fashioned a concept of nationhood based on cultural, religious, and linguistic diversity rather than on homogeneity. This same principle of the division of powers, also enshrined under Section 133 of the "BNA Act", made both French and English equal in the legislatures and the courts.

Despite occasional stresses and adaptation, the concept of Confederation maintained a relative equilibrium between the dual majorities/minorities for one hundred years. In that period

Quebec evolved from a relatively rural and insular society to a society on the threshold of modernity.¹

- **The 1960s: Change and Reform**

The 1960s was a period of rapid change and reform in Quebec. The so-called Quiet Revolution instituted a form of popular nationalism to bring Quebec into the North American mainstream. Many recognized the need for direct state intervention in the economic, social, and cultural spheres; education was seen as one of the means to achieve a new and better society. The political agenda of the Liberal Government included attempts to find a basis for a public system of education. It would be under the supervision and control of the state that accommodated the realities of religion, language and the Constitution.

In 1962 the Government established the *Parent Commission* (1962-66) to study and recommend reforms as the basis for a modern educational system. The watchwords were democratization, accessibility and equality of opportunity. The QFHSA was a very active participant, as described later in this Brief.

A major change called for a Department of Education, which the QFHSA supported and which, over time, would become a centralizing, standardizing force. The administration of schools, school boards, confessional committees, curriculum, finances, *et cetera* was thoroughly examined and reorganized. **The principle of 'self-administration of the minority' disappeared in the face of a government bureaucracy.**

From 1960 to 1974 parental choice in education became increasingly a political issue. Various educational Commissions (*Parent, Pagé, and Gendron*) had recommended that parental choice be respected, but nationalist ideology won over. A new and unsettling vision of Quebec had emerged.

At the same time, in the rest of Canada, the minority francophone population was calling on its provincial and federal governments to establish their constitutional rights. In 1963, the federal government initiated a *Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*. In 1969, the *Official Languages Act* gave equal status to both the French and English languages across Canada. The QFHSA gave strong support to recognizing this equal status.

¹ QFHSA - *Whither the Protestant School System in Quebec?* 1989, written and researched by Harry Kuntz, Secretary, Protestant Education Committee of the Superior Council of Education and Dr. Calvin C. Potter, Professor of Finance, Concordia University, and Chair of the QFHSA Rights Committee.

1974 – “Bill 22” Onwards: The Erosion of the Parental Rights of Quebecers

- **“Bill 22” – The Official Language Act**

Freedom of parental choice disappeared in 1974 when the Liberal Party passed “Bill 22”. It made French the only official language of instruction in Quebec. It imposed a language test for eligibility into English school. This test effectively removed the rights of any Francophone parents who wished to send their children to an English school for a few years to learn the language. It equally removed the rights of Allophone parents who wished their children to have instruction in English.

In its *Position Statement to the Parliamentary Committee*, the QFHSA vehemently protested the infringement of the parental right to choose.

- **1977 – “Bill 101” – The Charter of the French Language**

In our *Brief on “Bill 1”* (later named “Bill 101”), the QFHSA stated:

“We believe “Bill 1” is a transformation of Quebec society from an open society to a closed one. A society in which the civil liberties of its individual citizens, ALL its citizens, are being sacrificed on a pretense of a collective need. A society where human rights are being encroached upon and suppressed in order to achieve a supposed goal of the primacy of the French language and culture, irrespective of the means to achieve it”. (1977 Brief, “Bill 1”, p. 18)

The effects of “Bill 101” have fundamentally changed the fabric of society in Quebec, under the guise of a ‘Language Bill’. It is a bill that diminishes rather than expands on rights for all Quebecers and especially for those in the historic minority language communities. The plummeting enrolments in English schools since 1977 have been catastrophic. This will be discussed in part 4 of this Brief.

- **1982 –*Constitution Act*, Canadian Charter of Rights and Freedoms, Section 23**

The new Constitution, it was hoped, would alleviate some of “Bill 101”’s restrictions. Section 23 of the *Constitution Act*, 1982 was deliberately modeled on Section 73 of “Bill 101”. Like 73, Section 23 designated categories of students eligible for official minority language education (English in Quebec, French in the rest of Canada).

For Quebec, Section 23(1)(a) – the mother tongue clause – was replaced with Section 59. This change means that English-speaking parents, coming to Quebec from around the world, do not have the equivalent right granted to French-speaking parents, who live in the rest of Canada and who may choose English or French education for their children. (See Appendix 3 – QFHSA Resolution 2008/1)

We support the basic human right that a child should receive his schooling in his mother tongue. This human right is recognized internationally. Perhaps the world’s best example is that

of Switzerland where the national languages are each protected and respected in its constitution, and where each enjoys far-reaching autonomy.

- **1997 – *Constitution Act, 1982* – Removal of Sections 93(1) to 93(4)**

Upon the request of the Parti Québécois Government, a bilateral agreement with the Government of Canada allowed for the removal of Sections 93(1) to 93(4) from the 1982 *Constitution Act*. The dismantling of the confessional system of education with its inherent rights for both the English and French minorities gave way to the present linguistic system. This system has no built-in guarantees for the minority except as defined by the Charter of the French Language. (See Appendix 4 – QFHSA Resolution 1997/2)

- **2002 – “Bill 104” – *An Act to Amend the Charter of the French Language***

Between 1977 and 2002, some parents exercised their constitutional right to send their child to an unsubsidized English private school for one year, to acquire an eligibility certificate for entry to an English public school.

Bill 104 took away that right. Twenty-six families, under great personal and financial stress, took on a court action to assert the ‘right to choose’ for their children and others yet to come. On October 22, 2009, the Supreme Court of Canada ruled that “Bill 104” was unconstitutional and gave the Quebec Government a year to enact new legislation where the constitutional rights of the linguistic minority were to be respected.

Ironically Bill 103, the subject of this Brief, demands a much tougher route to gain eligibility to English schooling.

In our opinion, this Bill should never be allowed to become yet another obstacle to the freedom of parents to choose the kind of education that is best suited for their children.

2. BILL 103 – PROCEDURAL IMPEDIMENTS TRUMP DEMOCRATIC PRINCIPLES

We believe that in a democratic society one should always seek to expand on rights, never to diminish them.

Bill 103 is merely an extension of the philosophy and belief of successive Quebec Governments since 1974, that the right of parents to choose the language of schooling for their child must be limited in order to protect the French language. However, these limits have had a significant impact on the sustainability of the English school system.

It is worth noting that Bill 103 was introduced by the Minister of Culture and Communications, who is responsible for the application of the *Charter of the French Language* (“Bill 101”), and not the Minister of Education, Leisure and Sport, who oversees the education system. Consequently, in our view, it is evident that the principal focus of Bill 103 is to limit the right of entry into English public schools.

PROCEDURAL IMPEDIMENTS

Note: All section numbers below refer to amendments (Bill 103) applicable to “Bill 101”. All words bolded are for emphasis only.

We believe the government has crafted Bill 103 with the following in mind:

Meeting the Constitutional Ruling on “Bill 104”

The Supreme Court of Canada, in October 2009, instructed the Quebec government to reformulate “Bill 104” because it was deemed to be unconstitutional. This resulted in Bill 103.

Now a child must attend one of nine approved unsubsidized private English schools **for three years** even to be considered for a certificate of eligibility. The Government’s argument for defending Bill 103 has been that “Bill 104” was necessary to prevent individuals from **buying** a right. If that were ever true, the new law simply inflates the price. Without exception, these schools are expensive, costing up to \$15,000 per annum.

This new measure takes a basic parental right and makes it a privilege that only a small number of families can afford. The Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes rights – not privileges.

Any possibility that one could seek a less expensive institution than the nine identified by the Minister of Education, Leisure and Sport is forbidden. Bill 103 adds:

*“78.2 No person may set up or operate a private institution...**in order to circumvent Section 72** or other provisions of this chapter governing eligibility to receive instruction in English.*

It is prohibited, in particular, to operate a private educational institution principally for the purpose of making children eligible for instruction in English who otherwise would not be admitted to a school of an English school board or to a private English language institution accredited for the purposes of subsidies under the Act respecting private education.” (Section 5)

Amendments and new Regulations regarding The Charter of the French Language (“Bill 101”)

The three-year requirement for eligibility is only the beginning of the process to impede a student’s ability to enter an English public school.

- **Government Framework: Making a Request**

*“73.1. The Government may determine **by regulation** the **analytical framework** that a person designated under section 75 **must use** in assessing the major part of the instruction received, invoked in the support of an eligibility request under section 73. The **analytical framework** may, among other things, **establish rules, assessment criteria, a weighting system, a cutoff or a passing score and interpretive principles.**” (Section 2)*

Even to make a request, there are undefined procedures to follow.

*“80. The **Government may determine by regulation the procedure for submitting requests** eligibility under section 73 or 86.1.” They include the “**role of the school**”, the “**fees...to create a file**”, the “**time granted for submitting a request**” and “**the information and documents that must accompany a request.**” (Section 6)*

One must not overlook that additional documents and information may be requested as well.

*“75. **In addition to those required by regulation...may require...within a set time, any document or information relevant to the verification of a request...**” (Section 4)*

It would seem that a prospective applicant, upon reading what is required to obtain an eligibility certificate, might surely become dissuaded from ever applying.

Furthermore,

*“75. The designated person **may require** that the **documents or information be accompanied by a sworn statement of their veracity.**” (Section 4)*

- **Family History**

The draft regulations also give permission for public servants to delve further into a family's personal history: wanting to know other places of residence, what languages parents have studied and what schools the siblings may have attended.

The following excerpts are taken from the draft Regulation respecting the criteria and weighting used to consider instruction in English:

*"5.(2) "Consistent, true commitment": The **family context** is considered as are **other elements** of the **child's environment** that may shed light on the **authenticity of the commitment to an English-language education...**"*

*"2.2 Continued commitment, changes or inconsistencies in **siblings' school attendance**." (Schedule 3)*

*"2.3 Continued and consistent commitment in **relation to the parents' mobility**." (Schedule 3)*

*"5.(3) Specific situation and overall education: **Other related or distinct contextual elements** that may shed light...such as **what prompted the choice of or change in educational institution, when this choice or change was made during the child's schooling, the instruction** received in a **language other than English by the parents** of the child concerned..."*

- **Final Evaluation for Eligibility**

*"73.1 (2nd para.) The **regulation** may **specify in which cases and under which conditions** a child is presumed or **deemed to have satisfied the requirement of having received the major part of his instruction in English within the meaning of section 73.**" (Bill 103, Section 2)*

This evaluation is based to some degree on an interview where an applicant can earn or lose a number of points, which are tabulated by the public servants. A total of 15 points would be required, all of which could be garnered by **three years** in an unsubsidized English private school. However, points could then be lost when other factors in the child's educational pathway are considered. In our opinion, this process could become very subjective.

- **Timeframe**

The whole exercise of obtaining a certificate of eligibility may prove to be futile if the application process is not completed before the child finishes high school. Nowhere in Bill 103 is there a clear timeframe to have a decision on eligibility for English schools. **Justice delayed is justice denied.**

Quebec Charter of Human Rights and Freedoms

Several amendments from Bill 103 will be made to this Charter. They will further exclude any official recognition of English as a minority language. One example:

“50.2 Any interpretation of the rights and freedoms set out in this Charter must take into account both the fact that French is the official language of Quebec and the importance of insuring its perpetuity.” (Section 21)

We firmly believe Bill 103 does not meet the intent and spirit of the ruling, as it does not constitute minimal impairment of the constitutional rights of Quebec parents. It fails to meet both the moral and legal aspects as prescribed in the Supreme Court of Canada’s judgement on “Bill 104”.

3. PROTECTION AND PROMOTION OF THE FRENCH LANGUAGE

The implied reason for this Bill is that the welfare of the French language is at stake. However, the QFHSA believes that the abstract situation of a language cannot and should not be measured against the educational welfare of children.

Sociological Change: An Historical Perspective

- **The Early Years: Cultural Isolation**

Prior to the Quiet Revolution, Quebec had created a strong religious hierarchy, which controlled a narrow classical (private) educational system and a weak public denominational educational system. There was an attempt to preserve those cultural values that this society held dear. Population growth was not a problem as birthrates were high.

- **The Common School: A Pathway to Cultural Diversity**

The Common School principle as laid down in the “*BNA Act*”, 1867 meant that the first school in a district was a common school, which all children had the right to attend. In those districts that were French and Catholic, the schools, in fact, were French and Catholic. In those that were English and Protestant, the schools were English and Protestant. **But such schools were, nevertheless, legally common; that is, open to children of all faiths.** When, however, a district was mixed, the school of the majority, as the first school, was common. The religious minority of that district had the right to dissent and organize a denominational school, open only to Catholic or Protestant children. They were subject to the same conditions and regulations as common schools.

For the cities of Montreal and Quebec, the organization of the school system was different. Each city had two denominational boards, each of which was classified as common. They, therefore, could admit students of a different faith who were not otherwise provided for.

Freedom of choice was preserved in the matters of curriculum, language of instruction, and religious conscience. Catholic French common schools generally did not welcome the other. Within the school system both the church and the teachers’ associations opposed an open policy of accommodation, especially for the large influx of new non-Catholic immigrants who were exercising a parental choice. Recent immigrants were often interested in a school close to home, be it Catholic or Protestant. The protection from religious diversity also hampered cultural diversity in these schools until well into the 20th century.¹

¹ QFHSA – *Whither the Protestant School System in Quebec?* 1989

- **Dramatic Societal Change**

During the 1950s and 1960s new technologies had a dramatic impact on the generally closed society of French Quebec. Television alone opened a window onto a larger world not previously accessible to most Quebecers, especially in rural areas.

A second dramatic change was driven by the advent of new birth control options in the early 1960s. Birthrates in Quebec plummeted from one of the highest in the Western world to one of the lowest. The school population began to show a dramatic decrease.

By the 1970s, successive governments were focusing on the protection of the French language as the prominent issue of their political platforms. As a minority in North America, political parties claimed that they must undertake **restrictive** measures to ensure its survival. Where the province could have chosen to **expand** on the rights of all of its citizens regarding parental choice in education, it chose instead to restrict this choice through the *Charter of the French Language*. Welcoming new immigrant families into the Catholic French common school would not have required new legislation. The right of parents to choose already existed through the “BNA Act”.

QFHSA and the Promotion of the French Language

In 1962 the QFHSA was privileged to present an extensive 45,000-word Brief to the *Royal Commission on Education (Parent Commission)*. This was brought forward after an exhaustive two year study by the QFHSA and its local associations representing 27,000 families. They were assisted by a large corps of distinguished educators. The purpose of the Brief was to focus on the need to overhaul the education system.

Seventeen reports contained 176 recommendations. The Commission praised the QFHSA’s Brief for its outstanding coherence and insight.

A major topic of concern was the long overdue need for quality French language instruction in our English schools.

*“In view of the fact that French is the language of the majority of the population of this Province **an improvement in teaching is urgent.**” (1962 Brief, p. 20)*

*“Improved teaching of French will help to instill interest in **and greater appreciation of French culture in English-speaking pupils.**” (1962 Brief, p. 21)*

*“We urge that the teaching of French **commence in Kindergarten** and that **more emphasis be placed in French conversation** throughout the curriculum. It is also our earnest hope that it may be possible for French-speaking Roman Catholic teachers to be engaged by Protestant school boards **to the end that our children may have the advantage of being taught French by those whose mother-tongue it is.**” (1962 Summary of Brief, p. 3)*

In 1965, in our Brief to the *Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism* QFHSA, representing 20,000 families, emphasized its support in giving French an official language status in Canada.

“The Federation is unambiguous in its assertion that it considers it a cultural attribute and a positive quality to be able to speak a second language. For reasons of history, for reasons of proximity, for reasons of common courtesy and, above all, because of its inherent faith in the future of Canada and in the capacity of the French Canadian and the non-French Canadian elements to accommodate to each other, the Federation welcomes French as the other language of Canada.” (1965 Brief, p. 5, No. 5)

In 1963, the St. Lambert Bilingual Study Group was initiated by twelve English-speaking parents. After two years of hard work, a Kindergarten French immersion program was set up as a pilot project. Researchers from McGill University released very encouraging results on second language acquisition through total immersion. Over time, French immersion has become one of the most researched language acquisition programs in history. By 1969, parents across Canada were requesting French immersion programs. Today, countries around the world look to Canada and Quebec for help in establishing their own language immersion programs.²

It is noteworthy that parents, representative of a wider public opinion in the minority English-speaking communities, made a passionate plea for the promotion of the French language in Quebec **long before** the restrictive language laws of the 1970s and beyond.

That was the 1960s. This is 2010. Our membership remains steadfast in its belief that students who attend English schools must graduate fully qualified to live and work in a majority French language environment.

We believe that the perceived threat to the French language comes principally from being a smaller population in proportion to the Canadian and American cultures.

It is also our firm belief that the supportive bilingual minority English-speaking communities in Quebec **do not threaten** the French language.

In our opinion, it is difficult to accept that a few students affected by Bill 103 can undermine the status of the French language.

We believe the real desire of all Quebecers – French and English – is to preserve the richness of the French language and culture, without political intervention. There is a will among all Quebecers to make this happen.

² A Meeting of the People – School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801-1998, 2004, written by Roderick Macleod and Mary Anne Poutanen. Other source: hrsbstaff.ednet.ns.ca/bgromick/history.html – Halifax Regional School Board: Teacher webspace).

4. THE FUTURE OF THE ENGLISH LANGUAGE SCHOOL SYSTEM IN QUEBEC

The reality is that the English school system in Quebec is in decline and in jeopardy.

We believe that Bill 103 does not allow for the maintenance and nurturing of the English school system. It is a fact that in 1971 the enrolment in English public schools was 250,000 while today it stands at 93,000. It is also a fact that, with the implementation of Bill 103 further declines will occur, and down the road more English schools will face mergers or closures.

The Quebec Community Groups Network (QCGN) talks about sustaining the vitality of the English-speaking communities. But without an English school system within these communities, this minority language population cannot be sustained, particularly in rural Quebec. In addition, Allophone and Francophone parents will lose their eligibility for English education by attrition. If this historic English education system is eroded to the point of inadequate funding for the provision of services to its students, then the parental rights of all Quebecers will be diminished.

Confirmation of the Decline of English School Enrolment

In 1992, members of the *Task Force on English Language Education* stated:

“In 1992, the English language school system had seen its enrolment fall considerably in the fifteen years after the adoption of the Charter of the French Language. Citing a 57 percent decline in English enrolment between 1972 and 1990, from 250,000 to 108,000, the Task Force on English education in Quebec presented a rather gloomy picture of the future of the English language school system in the absence of changes aimed at widening admission to that sector. (French enrolment declined by 24 percent over the same period). They noted that the greatest decline occurred between 1976 and 1986 and that the drop was particularly felt on the Island of Montreal (some 64 percent between 1970 and 1990).”³

1990 to the Present Day

- **Cultural Diversity**

From the 1960s to the 1990s, the mainstay of English language schools was the presence of Anglophone and Allophone children. While Allophone students were educated in English, most retained their own cultural heritages.

³ The *Chambers Report*, Ten Years After: The State of English Language Education in Quebec, 1992-2002. *The Missisquoi Reports, Volume 4*. Jack Jedwab, January, 2002, p. 2

In the 1990s and onwards, an increasing number of Francophone families, who have eligibility status, have enrolled their children in English schools. This has had a dramatic effect in helping retain enrolment in off-island schools. Again, these Francophone families have tended to retain their cultural heritage while seizing the opportunity to have their children learn English. Their preferred choice for English schooling is at the primary and elementary levels. Bicultural and multicultural diversity is widely celebrated in the English school system and in the communities linked to the definition of English language minority.

- **Francophone Enrolment in the English School System**
- **Anglophone Enrolment in the French School System**

“The majority of French mother tongue students who are eligible for English schooling reside outside of Montreal. For this reason French mother tongue students represent only 6% of total enrolment in Montreal’s English language schools and about one quarter of the English sector in the rest of Quebec. As it is the regions where English schools have benefited most from the influx of French mother tongue students, the total enrolment in the English language sector outside of Montreal is greater than enrolment in Montreal. In some regions outside of Montreal, the demographic viability of English language schools depends on the presence of the Francophone students.” (Ibid., p. 22)

Table 4: Student population (part time and full time) in youth sector, Quebec schools, by mother tongue and language instruction, 2002-2003 to 2006-2007 ⁴

Mother tongue	Language of instruction	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
French		883,045	871,246	860,519	846,880	829,494
	In French schools	97.7%	97.6%	97.6%	97.5%	97.4%
	In English schools	20,413	21,033	21,402	21,719	21,950
Total French mother tongue ⁽¹⁾		903,470	892,291	881,932	868,610	851,454
English		17,801	18,322	18,739	19,270	19,617
	In French schools	18.9%	19.4%	20.0%	20.7%	21.4%
	In English schools	76,495	76,101	75,184	73,918	72,163
Total English mother tongue ⁽¹⁾		94,327	94,455	93,957	93,206	91,807

Source: Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), DCS, Quebec (2007).

(1) Total French and English mother tongue students include a small minority (N = 15-30) who attend First Nation language schools in each year

⁴ *English Education in Quebec: Issues and Challenges, 2008 – Patricia Lamarre, Professor of Education, Université de Montréal, p. 74*

“Statistics show that roughly 20,000 English mother tongue students are currently in the French sector of the provincial primary and secondary school system: half of these by choice and the other half, primarily of immigrant origin, because of the educational clauses of Bill 101.” (Ibid., p. 79)

“It should also be remembered that there are roughly 20,000 French mother tongue students in Quebec’s English schools by choice, as compared to 10,000 English mother tongue students in French schools through legislation (the other 10,000 have voluntarily crossed-over.” (Ibid., p. 79)

Approximately 20,000 English-speaking students currently attending French schools represent a loss of about 21.4 percent of students to the English school system. Roughly 20,000 French-speaking students currently attending English schools represent a loss of only 2.6 percent of students to the French school system.

The QFHSA is fully aware of the right of parents who are eligible for English schooling to enrol their children in French schools. While this diminishes the enrolment for English schools, it is still a parental right to choose the education that they feel is best suited for their children. The same applies for French parents who enrol their children in English schools.

The QFHSA is deeply concerned about the 10,000 English mother tongue students enrolled in French schools due to the legislative constraints of “Bill 101”, section 59 of the *Constitution Act* and “Bill 104”. These families are new English-speaking immigrants coming to Quebec from around the world, who do not have the equivalent right that is granted to French-speaking parents living in the rest of Canada and who have a choice of English or French education for their children. In addition, these 10,000 students represent approximately 10 percent of the potential total English-speaking student population, which would help to maintain and sustain the English school system.

For many years, QFHSA has urged both the provincial and federal governments to widen access to English education, thus respecting the parental right to choose the language of schooling for their children. (See Appendix 3 – Resolution 2008/1)

- **“Bill 104”**

As described earlier in this Brief, “Bill 104”, in particular, placed severe restraints on even minimal growth. Between 2002 and 2009, the provincial government saw fit to deny an estimated 500 students per year from access to English education, affecting enrolment primarily on the island of Montreal. This represents a mere 0.025 percent of total French school enrolments. However, an approximate 0.5 percent loss of students per year, in addition to other demographic issues, is significant for English schools.

In 2005-06, the combined kindergarten and elementary numbers in the province’s English schools stood at 58,730. In 2009-10, they have dropped to 50,233, a decline of 14.4 percent in that five-year timeframe. The secondary enrolment fared better, declining only 3.0 percent.

However, it is the elementary system that most accurately predicts future enrolment, as these students move up through the system. Declines at the elementary level are indicative of future lower secondary numbers.

A breakdown comparing the island of Montreal and the rest of Quebec indicates that the island boards' elementary/kindergarten numbers plummeted by 18.1 percent in the past five years, but the rest of Quebec hardly fared better, falling by 10.6 percent. (See Appendix 5 – 2005-06; 2009-10 Student Enrolments – Quebec English School Boards Association (QESBA))

A poll conducted by Léger Marketing that was commissioned by the Montreal Gazette shows that a majority of Quebec parents would like to be able to choose the schools their children attend.

“A new survey of Quebecers’ attitudes on education shows that two out of three prefer the right to send their children to any school in the province, public or private.

The poll conducted for the Gazette by Léger Marketing, asked whether students other than those now allowed, including francophones, should have access to English-language schools if they wish.

A total of 66 per cent of a representative sample of Quebecers agreed that they should, including a 61 per cent clear majority of francophones.

Non-francophones were even more overwhelmingly in favour, at 87 per cent.

The online poll was conducted May 3-6, 2010, with 1,001 respondents. Data was weighed by age, gender, mother-tongue, education level and household composition to obtain a representative sample of Quebec’s population.”⁵

Bill 103, if implemented, will further accelerate the decline of the English language system of education. The loss of an English language education system in Quebec would be a loss for all Quebecers: socially, economically and, above all, culturally. It would add further fundamental change to the fabric of society in Quebec, a society rich in the tradition and history of two founding cultures for over two hundred years.

⁵ *Poll shows Quebecers support right to choose language of education*, by Kevin Dougherty and Hubert Bauch, Montreal Gazette, May 10, 2010

5. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

In a democratic society one should always seek to expand on rights, never to diminish them: with rights come responsibilities. In this case, it is the responsibilities of the majority towards the minority and the minority towards the majority.

Conclusions

We firmly believe that:

1. Bill 103 does not meet the intent and spirit of the ruling, as it does not constitute minimal impairment of the constitutional rights of Quebec parents. It fails to meet both the moral and legal aspects as prescribed in the Supreme Court of Canada's judgment on "Bill 104".
2. The perceived threat to the French language comes principally from being a smaller population in proportion to the Canadian and American cultures. The supportive bilingual minority English-speaking communities in Quebec do not threaten the French language.
3. All parents in Quebec, regardless of citizenship and linguistic status, should have the right to choose the language of schooling best suited for their children.

This belief is based on Article 26(3) of the *United Nations Universal Declaration of Human Rights*, 1948:

"Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children."

Recommendations

We respectfully recommend that:

1. **The Government of Quebec withdraw Bill 103.**
2. **The Government of Quebec respect the ruling of the Supreme Court of Canada on "Bill 104", as stated in our Resolution of April 24, 2010:**

"Therefore Be It Resolved that the Quebec Federation of Home and School Associations Inc. urge the Government of Quebec to respect the 2009 unanimous ruling of the Supreme Court of Canada that Bill 104 is unconstitutional, and henceforth, to absolutely take no further legal, legislative and/or other actions to lessen access to education in English."
(See Appendix 2 – QFHSA Resolution 2010/1)

3. **The Government of Quebec undertakes further action to abrogate section 59 of the *Constitution Act*, 1982, as stated in our Resolution of May 3, 2008:**

“Be it further resolved that s. 23(1)(a) of the Constitution Act, 1982, which guarantees access to minority official language education on the basis of a citizen’s mother tongue, be brought immediately into force in Quebec, by the exercise of the power conferred by section 59, that is to say, by the proclamation made by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada with the authorization of the legislative assembly or government of Quebec.” (See Appendix 3 – QFHSA Resolution 2008/1)

APPENDICES

1. QFHSA Constitution and Mission Statement
2. QFHSA Resolution 2010/1
An Appeal to the Government of Quebec
Wider Access to English Education re: Bill 104
3. QFHSA Resolution 2008/1
Wider Access to English Education
4. QFHSA Resolution 1997/2
Protection of Civil Rights in Education in Quebec
5. Quebec English School Boards Associations (QESBA)
2005-06; 2009-10 Student Enrolments
6. Background: Legislative References
 - Section 73 – Charter of the French Language
 - Section 23 – Constitution Act 1982 – Charter of Rights and Freedoms
 - Section 59 – Constitution Act, 1982
 - Section 3 – “Bill 104”

BIBLIOGRAPHY

- Article 26(3) of the United Nations Universal Declaration of Human Rights 1948
- Whither the Protestant School System in Quebec? QFHSA, 1989, Harry Kuntz and Dr. Calvin C. Potter
- A Meeting of the People: School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801 – 1998, Roderick MacLeod and Mary Anne Poutanen
- St. Lambert (Quebec) Bilingual Study Group – Halifax Regional School Board: Teacher webspace - <http://hrsbstaff.ednet.ns.ca/bgromick/history.htm>
- The Chambers Report, Ten Years After: The State of English Language Education in Quebec, 1992-2002. The Missisquoi Reports, Volume 4, 2002
Jack Jedwab
- English Education in Quebec: Issues and Challenges, 2008. Patricia Lamarre
- Poll shows Quebecers support right to choose language of education, May 10, 2010, Montreal Gazette, Kevin Dougherty and Hubert Bauch
- QFHSA Briefs, Position and Policy Statements
 - 1962 – Quebec Royal Commission of Inquiry on Education (Parent Commission)
 - 1965 – Quebec Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism
 - 1969 – Commission of Inquiry on the Position of the French Language and on Language Rights in Quebec (Gendron Commission)
 - 1974 – A Position Statement Regarding Bill 22
 - 1977 – A Policy Statement to the Parliamentary Committee respecting Bill 1
 - 1980 – Joint Committee of the Senate and House of Commons on the Proposed Constitution Act
 - 1991 – Special Joint Committee on a Renewed Canada (Beaudoin – Dobbie Committee)
 - 1997 – The Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on the Proposed Amendment to Section 93 of the Canadian Constitution

CONSTITUTION

ARTICLE I

NAME

The name of this organization shall be:-

QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS, INC.

ARTICLE II

CONSTITUTION

The constitution of the Federation shall be set forth in the Letters Patent granted under the Quebec Companies Act on August 27th, 1959, and Supplementary Letters Patent granted on May 08th, 1997, for the following purposes: To promote, encourage and assist Home and School organization and activity in the schools throughout the Province of Quebec.

For the carrying on of the above mentioned purposes, the corporation may:

1. Provide facilities for bringing together the members of Home and School Associations for discussions of matters of general interest, and to stimulate co-operative effort.
2. Assist in forming public opinion favourable to reform and advancement of the education of the child.
3. Develop between educators and the general public such united effort as shall secure for every child the highest advantage in physical, mental, moral and spiritual education.
4. Raise the standard of home life and national life.
5. Maintain a non-partisan, non-commercial, non-racial and non-sectarian organization.

ARTICLE III

Federation policy is contained in its "Statement of Policy", which contains those resolutions and/or recommendations deemed by the Annual General Meeting to complement its purposes and objectives above.

MISSION STATEMENT



THE QUEBEC FEDERATION OF
HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
IS AN INDEPENDENT, INCORPORATED,
NOT FOR PROFIT VOLUNTEER
ORGANIZATION DEDICATED TO
ENHANCING THE EDUCATION AND
GENERAL WELL BEING OF CHILDREN
AND YOUTH.

THE QUEBEC FEDERATION OF HOME
AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
PROMOTES THE INVOLVEMENT OF
PARENTS, STUDENTS, EDUCATORS AND
THE COMMUNITY AT LARGE IN THE
ADVANCEMENT OF LEARNING AND ACTS
AS A VOICE FOR PARENTS.



QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

RESOLUTION 2010/01

**AN APPEAL TO THE GOVERNMENT OF QUEBEC
WIDER ACCESS TO ENGLISH EDUCATION re: BILL 104**

WHEREAS in 2007, the Court of Appeals of Quebec ruled that Bill 104 was inconsistent with the Canadian Charter of Rights and Freedoms; and

WHEREAS in 2009, the Supreme Court of Canada ruled unanimously that Bill 104 was unconstitutional; and

WHEREAS the rights of Canadian citizens should not be overridden by Quebec law; and

WHEREAS less than 1.5 per cent of students entering Quebec schools each school year are prevented from attending English schools due to Bill 104, clearly an insignificant threat to the protection of the French language in the province; and

WHEREAS the protection of the majority official language and culture in Quebec should not diminish the historic language rights and cultural heritage of the minority official language population of Quebec; and

WHEREAS it has always been the position of the Quebec Federation of Home and School Associations Inc. to advocate for the rights of students to have wider access to education in English; and

WHEREAS one should always seek to expand on rights, never to diminish them

THEREFORE BE IT RESOLVED that Quebec Federation of Home and School Associations Inc. urge the Government of Quebec to respect the 2009 unanimous ruling of the Supreme Court of Canada that Bill 104 is unconstitutional, and henceforth, to absolutely take no further legal, legislative and /or other actions to lessen access to education in English.

Destinations:

- Prime Minister of Canada
- Premier of Quebec
- Vice-Premier of Quebec
- Minister of Education, Leisure and Sport (MELS)
- Minister of Justice and Attorney General of Quebec
- Minister of Communications and Culture of Quebec
- Minister of Immigration and Cultural Communities of Quebec
- Advisory Board on English Education
- Quebec Community Groups Network (QCGN)
- Quebec English School Boards Association (QESBA)
- Quebec Provincial Association of Teachers (QPAT)
- Association of Directors-General of English Schools of Quebec (ADGESQ)
- Association of Administrators of English Schools of Quebec (AAESQ)
- Quebec Association of Independent Schools (QAIS)
- Chairperson of Central Parents' Committees of all 9 English School Boards
- Chairperson of Central Parents' Committee of the Littoral School Board
- English Parents Committee Association (EPCA)
- Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)

For Information:

- Canadian Home and School Federation (CHSF)





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

Resolution 2008/1 WIDER ACCESS TO ENGLISH EDUCATION
submitted by the Rights Committee

Whereas there continues to be a steady decline of the student population in the English public schools of Quebec; and

Whereas the following factors taken together account for the lack of opportunity for the growth and prosperity of a viable English language system of education now and in the future:

- 1977 “Bill 101” (Statutes of Quebec 1977, ch. 5), the *Charter of the French Language*, section 73, which limits choice by specifying four categories of students deemed eligible for entry into English schools;
- 1982 *Constitution Act, 1982*, section 59, which excludes the application of section 23 (1)(a) of that Act in the province of Quebec only, by preventing it from coming into force in Quebec without the consent either of the Quebec executive government or of the Assembly;
- 2002 “Bill 104” (Statutes of Quebec 2002, ch. 38), amending the Charter of the French Language, sealed an opening whereby parents could establish public school eligibility by sending a child to a private English school [not abiding by “Bill 101”] in grade 1 for one year, thus establishing eligibility for that child and his/her siblings;
- 2006 Falling birth rate; and

Whereas the loss of an English-language school system would result in the loss of a cultural identity which pre-dates Confederation; and

Whereas the protection of the majority official language and culture in Quebec should not diminish the historic language rights and cultural heritage of the minority official language population of Quebec; and

Whereas one should always seek to respect and expand fundamental rights, never to diminish them,

THEREFORE BE IT RESOLVED that Quebec Federation of Home & School Associations Inc. once again urge the Minister of Culture and Communications, in conjunction with the Minister of Education, Leisure and Sport, to recommend to the Government of Quebec that access to education in English be widened; and

BE IT FURTHER RESOLVED that Quebec Federation of Home & School Associations Inc. request the Minister of Culture and Communications and the Minister of Education, Leisure and Sport





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

to permit any child who has begun his/her education in English to continue his/her education in English; and

BE IT FURTHER RESOLVED that s. 23(1)(a) of the Constitution Act, 1982, which guarantees access to minority-language education on the basis of a citizen's mother tongue, be brought immediately into force in Quebec, by the exercise of the power conferred by section 59; that is to say, by a proclamation made by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada with the authorization of the legislative assembly or government of Quebec;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Prime Minister of Canada and the premiers of the provinces encourage the bringing into force of s. 23(1)(a) in Quebec, the only province where it does not apply;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Quebec Federation of Home and School Associations Inc. urge the Minister of Education, Leisure and Sport to direct all English School Boards to admit immediately eligible students to their schools, while awaiting an eligibility certificate; and

BE IT FURTHER RESOLVED that the Quebec Federation of Home and School Associations Inc. urge the Minister of Education, Leisure and Sport to recognize that neither the confirmation of a parent's Canadian citizenship, nor the confirmation of the school of attendance of a child in another province of Canada, is a legitimate reason for delaying the child's provisional entry into an English language school.

Destinations:

Premier of Quebec
Quebec Minister of Education, Leisure and Sport
Quebec Minister of Culture and Communications
Quebec Minister of Immigration and Cultural Communities
Prime Minister of Canada
Minister of Canadian Heritage, Status of Women and Official Languages
Secretary of State (Multiculturalism and Canadian Identity)
Provincial Premiers
Quebec English School Boards Association
Quebec Provincial Association of Teachers
Association of Administrators of English Schools of Quebec
Quebec Community Groups Network

For Information: Canadian Home & School Federation

.../

BACKGROUND



A Member of the Canadian Home and School Federation



QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

This resolution will update **Resolution 2006/01 which had updated Resolution 2000/04 Omnibus Resolution Reaffirming Resolutions 1999/5, 1999/6, and 1999/7**

Student enrollment

- The preschool, elementary and secondary student enrollment has declined approximately 3% since 2001/02.
- 2007/08 – Kindergarten enrollment is in decline. This is a critical indicator of the future health of the system as these students move up through elementary and secondary levels.

S.Q. 1977, ch. 5 (“Bill 101”) Charter of the French Language –Section 73

The 4 categories are:

- 1) Children already legally in an English school in Quebec;
- 2) The younger siblings of the above;
- 3) Children of parents domiciled in Quebec during Bill 101’s passage into law who had their elementary schooling in English outside Quebec; and
- 4) Children whose father or mother had received his/her elementary instruction in English in Quebec.

Note: the first three categories are non-recurring. The last category cannot be self-repeating in sufficient numbers to sustain an education system.

1982 Canadian Constitution - Section 23 states:

- (1) Citizens of Canada
 - (a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or
 - (b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French minority of the province,have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

.../

Section 59 of the Canadian Constitution states:



A Member of the Canadian Home and School Federation



QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS INC.
LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.

3285 Cavendish Blvd., Suite 560, Montreal, Quebec H4B 2L9
Tel: (514) 481-5619 Fax: (514) 481-5610 www.qfhsa.org e-mail: info@qfhsa.org

- (1) Paragraph 23(1)(a) shall come into force in respect of Quebec on a day to be fixed by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.
- (2) A proclamation under subsection (1) shall be issued only where authorized by the legislative assembly or government of Quebec
- (3) This section may be repealed on the day paragraph 23(1)(a) comes into force in respect of Quebec and this Act may be amended and renumbered, consequential upon the repeal of this section, by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.

**2002 S.Q. 2002, ch. 28 ("Bill 104") –
An Act to Amend the Charter of the French Language**

Section 3

Section 73 of the said Charter is amended by adding the following paragraphs at the end:

“However instruction received in Québec in a private educational institution not accredited for the purposes of subsidies by the child for whom the request is made, or by a brother or sister of the child, shall be disregarded. The same applies to instruction in English received in Québec in such an institution after 1 October 2002 by the father or mother of the child.

Instruction in English received pursuant to a special authorization under section 81, 85 or 85.1 shall also be disregarded.”

Be It Further Resolved - #4 and #5

- (4) This is a reference to government directives which prevent students from enrollment in school until the eligibility certificate is received by the school. This can be a bureaucratic delay.
- (5) This is a reference to a tribunal hearing on the merits of obtaining an eligibility certificate, especially for new Canadians or waiting for school records from another province.

Both of the above situations cause undue distress for the family and especially for the students.





QUEBEC FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS

3285 CAVENDISH BLVD., SUITE 562, MONTREAL, QUEBEC H4B 2L9 TELEPHONE: (514) 481-5619

1997/2 PROTECTION OF CIVIL RIGHTS IN EDUCATION IN QUEBEC

WHEREAS in an article in Le Devoir of March 28, 1997, the Minister of Education announced the intention of converting the existing system of confessional public schools and school boards to make the school boards linguistic and, concurrently, the National Assembly proposed a resolution linking that conversion to a bilateral agreement between the Federal Parliament and the National Assembly whereby the Federal Government would quickly accede to a modification of Section 93 of the Canadian Constitution; and

WHEREAS Civil Rights - the freedom of conscience and religion and right of association - are protected by Section 93 of the Constitution; and

WHEREAS in a recent decision of the Supreme Court of Canada, November 21, 1996, the Supreme Court determined that any action under Article 2(a) of the Charter of Rights and Freedoms (1982) has to be "grounded in Section 93(1) of the Constitution because it is the comprehensive code of denominational school rights"; and

WHEREAS Section 93, by its provisions, molds the accommodation of minority right to dissent from established creed or ideology; and

WHEREAS the Federal Government has a role in the protection under sub-section 3 and 4 of Section 93; and

WHEREAS the eligibility for Civil Rights protection is limited by Section 93(1) to the minority religious group of people in the municipality (The Protestants or The Roman Catholics) insofar as their schools or school boards are designated by law as 'denominational or dissentient or separate'; and

WHEREAS the Anglo Protestant inherited tradition of recognition of freedom of choice in matters of conscience based on the Tolerance Act of 1689 would therefore be threatened; and

WHEREAS the quid pro quo for Quebec, as a party to the compromise, was equal representation in the Senate for Upper and Lower Canada, despite the disproportionate populations; and

WHEREAS the resolution of the National Assembly, if adopted, would abolish the minority rights of the dissentients in a municipality, but would retain the rights of the National Assembly to exercise full plenary power which is unchallengeable in education;

.... see overside



A MEMBER OF THE CANADIAN HOME AND SCHOOL AND PARENT-TEACHER FEDERATION

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Quebec Federation of Home and School Associations (QFHSA) urge the Governments of Quebec and Canada to protect the Civil Rights in education in Quebec by retaining the protection afforded by Section 93 of The Canadian Constitution (1867).

Destination: Premier of Quebec
Leader of the Opposition
Minister of Education Quebec
Prime Minister of Canada
Intergovernmental Affairs Minister (Canada)

For information: Provincial Premiers
Quebec School Boards Association
Council of English Language Education (CELE)

ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUEBEC
QUEBEC ENGLISH SCHOOL BOARDS ASSOCIATION

2005-2006 STUDENT ENROLLMENT

<u>School Board</u>	<u>Kindergarten</u>	<u>Elementary</u>	<u>Secondary</u>	<u>Adult Education</u>	<u>Other</u>	<u>Total Enrollment</u>
Central Quebec	410	2,572	1,770	82	233	5,067.00
Eastern Shores	89	664	640	124		1,517.00
Eastern Townships	425	3,111	2,686	467		6,689.00
English Montreal	1,769	12,751	10,708	5,584		30,812.00
Lester B. Pearson	1,880	13,613	11,640	2,178		29,311.00
Littoral	57	364	314.11	5.6		740.71
New Frontiers	254	2,070	2,113	541.9	7	4,985.90
Riverside	802	5,638	4,497	61.2	147.2	11,145.40
Sir Wilfrid Laurier	995	7,261	6,291	387		14,934.00
Western Quebec	459	3,546	3,721	533	14	8,273.00
TOTAL:	7,140.00	51,590.00	44,380.11	9,963.70	14.00	113,475.01

APPENDIX 5

ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUEBEC
QUEBEC ENGLISH SCHOOL BOARDS ASSOCIATION

2009-2010 STUDENT ENROLMENT

<u>School Board</u>	<u>Kindergarten</u>	<u>Elementary</u>	<u>Secondary</u>	<u>Adult Education</u>	<u>Other</u>	<u>Total Enrolment</u>
Central Quebec	407.00	2,442.00	1,873.00	90.00	0.00	4,812.00
Eastern Shores	97.00	590.00	569.00	319.00	0.00	1,575.00
Eastern Townships	420.00	2,553.00	2,474.00	437.68	0.00	5,884.68
English Montreal	1,495.00	10,196.00	10,331.00	5,050.00	262.00	27,334.00
Lester B. Pearson	1,694.00	11,199.00	11,443.00	2,525.00	32.00	26,893.00
Littoral	92.00	265.00	267.67	45.00	0.00	669.67
New Frontiers	295.00	1,737.00	1,802.00	687.80	34.00	4,555.80
Riverside	689.00	4,602.00	4,342.00	274.00	0.00	9,907.00
Sir Wilfrid Laurier	1,054.00	6,700.00	6,650.00	402.89	0.00	14,806.89
Western Quebec	521.00	3,185.00	3,276.00	426.00	0.00	7,408.00
Totals	6,764	43,469	43,028	10,257.37	328	103,846.04

Charter of the French language

Instruction in English.

73. The following children, at the request of one of their parents, may receive instruction in English:

- 1) a child whose father or mother is a Canadian citizen and received elementary instruction in English in Canada, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary instruction he or she received in Canada;
- 2) a child whose father or mother is a Canadian citizen and who has received or is receiving elementary or secondary instruction in English in Canada, and the brothers and sisters of that child, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary or secondary instruction received by the child in Canada;
- 3) a child whose father and mother are not Canadian citizens, but whose father or mother received elementary instruction in English in Québec, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary instruction he or she received in Québec;
- 4) a child who, in his last year in school in Québec before 26 August 1977, was receiving instruction in English in a public kindergarten class or in an elementary or secondary school, and the brothers and sisters of that child;
- 5) a child whose father or mother was residing in Québec on 26 August 1977 and had received elementary instruction in English outside Québec, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary instruction he or she received outside Québec.

Exception.

However, instruction in English received in Québec in a private educational institution not accredited for the purposes of subsidies by the child for whom the request is made, or by a brother or sister of the child, shall be disregarded. The same applies to instruction in English received in Québec in such an institution after 1 October 2002 by the father or mother of the child.

Exception.

Instruction in English received pursuant to a special authorization under section 81, 85 or 85.1 shall also be disregarded.

1977, c. 5, s. 73; 1983, c. 56, s. 15; 1993, c. 40, s. 24; 2002, c. 28, s. 3.

Constitution Acts, 1867 to 1982

PARTIE I DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982⁽⁸⁰⁾

Sanctionnée le 29 mars 1982

Minority Language Educational Rights

Language of instruction

23. (1) Citizens of Canada

(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or

(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,

have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.⁽⁹³⁾

Continuity of language instruction

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.

Application where numbers warrant

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province

(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and

(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds.

Commencement of paragraph 23(1)(a) in respect of Quebec

[59.](#) (1) Paragraph 23(1)(a) shall come into force in respect of Quebec on a day to be fixed by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.

[Authorization of Quebec](#)

(2) A proclamation under subsection (1) shall be issued only where authorized by the legislative assembly or government of Quebec.⁽¹⁰⁷⁾

[Repeal of this section](#)

(3) This section may be repealed on the day paragraph 23(1)(a) comes into force in respect of Quebec and this Act amended and renumbered, consequentially upon the repeal of this section, by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.

Bill 104

(2002, chapter 28)

An Act to amend the Charter of the

French language

Introduced 7 May 2002

Passage in principle 28 May 2002

Passage 12 June 2002

Assented to 13 June 2002

[Article 3](#)

3. Section 73 of the said Charter is amended by adding the following paragraphs at the end :

“However, instruction in English received in Québec in a private educational institution not accredited for the purposes of subsidies by the child for whom the request is made, or by a brother or sister of the child, shall be disregarded. The same applies to instruction in English received in Québec in such an institution after (*insert here the date of coming into force of this section*) by the father or mother of the child.

Instruction in English received pursuant to a special authorization under section 81, 85 or 85.1 shall also be disregarded.”